REFLEX ES hors série
HS • 20 FRANCS • MAI 1994
éditions NO PASARAN !

ON A TOUJOURS RAISON

DE SE RÉVOLTER

RAPPEL DES ÉVÉNEMENTS DE MARS AVRIL 1994
LA LUTTE CONTRE LE CIP ET LA LOI QUINQUENNALE

Qu'est-ce que NO PASARAN !

Le journal *NO PASARAN !* est réalisé par le Réseau de lutte contre l'extrême droite, les politiques autoritaires et sécuritaires.
Il regroupe selon un mode fédéral les groupes et collectifs qui adhèrent à ses deux textes de réfèrence que sont la plate-forme de l'ex-coordination nationale antifasciste et celle de la coordination régionale Bretagne / Pays de Loire.
Le Réseau n'est ni une structure figée ni une organisation partidaire. Au vu de la situation politique actuelle, ses objectifs sont de promouvoir l'échange d'idées, d'analyses et de pratiques sur un certain nombre de thèmes (exclusions, répression, autoritarisme, ordre moral) qui sont à l'origine du développement des extrêmes droites, des politiques sécuritaires tant en France qu'en Europe et dans le reste du monde.
Indépendant, le Réseau fixe son action dans une lutte antifasciste qui ne peut se dissocier de la lutte contre toutes les exclusions et le système capitaliste qui les engendre. Partie prenante d'une résistance européenne, le Réseau développe contacts, échanges et actions dans ce sens.
Que ce soit sur le terrain politique, social, culturel ou idéologique, le mouvement antifasciste radical doit se regrouper et se donner les moyens humains, financiers et pratiques pour peser au sein de la société.

numéro hors série de la revue REFLEXes co-édité par le réseau No Pasaran !

ont participé à ce numéro :
SCALP REFLEX Paris
SCALP Nantes / Virus nantes
SCALP Bordeaux
SCALP Rennes
SCALP de Tours
REFLEX Angers
SCALP Dijon
REFLEX Poitiers
Les groupes de Grenoble et Lyon

Directeur de publication
B. Delmotte
dépôt légal à parution
ISSN 0764-9339
Commission paritaire
68 888
SCALP REFLEX
14, rue de Nanteuil
75015 Paris
✆ 42 50 99 43

ABONNEMENT P.35

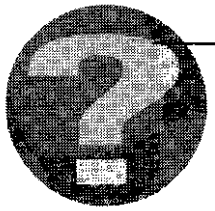
La revue REFLEXes *propose tous les trois mois des enquêtes, des reportages, des articles de réflexion sur l'extrême droite, sur les politiques autoritaires de l'État en matière de sécurité et d'immigration. Son objectif est de lutter par l'information contre toutes les formes de discriminations, qu'elles soient sociales, raciales ou sexuelles, et ce en France mais également dans le reste du monde, et plus particulièrement en Europe. Revue de l'association REFLEX SCALP, elle s'engage sur les mêmes bases de solidarité, d'égalité, avec pour but la construction d'un mouvement réunissant toutes les forces de contre-pouvoir partageant ses valeurs.*

ÉDITO

Ah ! le joli mois de mars. Mobilisations, fêtes, contestations sociales de la jeunesse ont ponctué la lutte contre le CIP. Ce mouvement a rapidement dépassé une simple contestation d'une des mesures de la loi Quinquennale pour poser des questions liées au Travail et plus largement au système économique et social dans son ensemble.

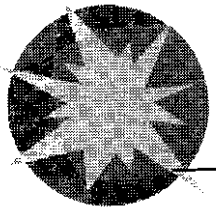
L'Etat, comme en 1986, a géré au jour le jour, réprimant durement, accusant les "bandes" d'être à l'origine des violences. Peine perdue... La compréhension des débordements de la part des étudiants et des enfants de la classe moyenne, et leur participation signifie pour le moins une évolution par rapport au conflit de 1990 contre le projet Jospin. Pour autant, il s'agit de garder la tête froide. Le réveil social et les lieux de contestations sont bien fragiles... l'atomisation et les fragmentations du corps social, l'absence de projets alternatifs, le rouleau compresseur de l'Etat sécuritaire et autoritaire, les interrogations liées à l'économie-monde, le développement des guerres nationalistes en Europe, des intégrismes sont autant d'inquiétudes pour ceux qui au-delà de la lutte contre le CIP ne veulent pas se résoudre à accepter ce Monde. Comme disait Sartre il y a 20 ans : "On a toujours raison de se révolter".

R E P E R E S



RÉFLEXION

RÉPRESSION



ACTIONS

SOMMAIRE

REFLEXION

- LE CIP EN QUESTION p.4
- TRAVAILLER POUR VIVRE, NON PAS VIVRE POUR TRAVAILLER p.4
- PENSÉE DE LA SITUATION p.7

ACTIONS

- NANTES p.11
- PARIS p.14
- RENNES p.17
- GRENOBLE p.20
- LYON p.21
- TOURS p.23
- POITIERS p.23
- ANGERS p.24

SYNDICATS

- CONSTRUIRE UN ESPACE DE LUTTES RADICALES p.24
- VOUS ETES ANTI-SYNDICATS? PAS NOUS ! p.25
- NON AUX CORPOS ! p.25

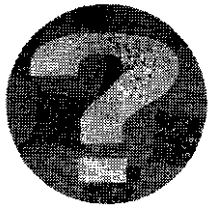
RÉPRESSION

- LES CASSEURS C'EST L'ÉTAT p.26
- ÉGALITÉ DES DROITS p.28
- APRÈS LE RETRAIT, VENGEANCE p.29
- LA SOLIDARITÉ PAIE p.30
- OUTILS DE CONTROLE ET DE RÉPRESSION p.32
- LES STRATÉGIE POLICIERES EN QUESTION p.33
- 1000 INTERPELLATIONS p.33
- QUI FAIT LA POLICE ? p.34

EXTREME DROITE

- L'EXTREME DROITE FACE AU MOUVEMENT ANTI-CIP p.35

LE CIP EN QUESTION



CIP AVEC FORMATION
16/17 ans 30% du SMIC
18/20 ans 50% du SMIC
21 et plus 65% du SMIC

Toutefois, les bac+2, chômeurs depuis 6 mois au moins, perçoivent une rémunération égale à 80% du salaire conventionnel de l'entreprise.

Le CIP est un contrat à durée déterminée, durée comprise entre 6 mois et un an renouvelable une fois. C'est un contrat ouvert aux jeunes de moins de 26 ans, niveau bac+2 ou moins, rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi. Il est assorti d'un tutorat obligatoire. Le tuteur doit avoir un niveau de qualification au moins égal au niveau de qualification du jeune titulaire du CIP.

Le CIP peut être assorti d'une formation ou non:

- S'il est assorti d'une formation, les jeunes bénéficient d'un salaire minimum calculé en fonction de leur âge (*cf* tableau)
- S'il n'est pas assorti d'une formation, le salaire ne peut être inférieur à 80% du SMIC. Toutefois, les bac+2 ou plus, au chômage depuis au moins 6 mois, toucheront 80% du salaire conventionnel.

Ce type de contrat se traduit par ce que l'on peut considérer comme des emplois «à contrainte allégée». Un tel contrat crée le risque d'une précarité prolongée : il peut durer un an, deux en cas de renouvellement et au terme de cette période, c'est encore un contrat à durée déterminée qui peut être proposé au jeune salarié.

Comme d'autres formules d'alternance - mais contrairement aux contrats d'adaptation (SIVP, TUC, CES ...) auxquels dans une certaine mesure il succède - ce contrat n'assure pas au salarié une rémunération se situant au niveau du SMIC, le minimum se définissant comme une fraction du salaire conventionnel souvent égal au SMIC. Notons que la stricte survie n'est même pas assurée. Et pourtant, sur cette rémunération réduite, les charges sociales donnent lieu à exonération partielle.

Ceci aboutit à un «SMIC-Jeunes» inavoué, appliqué à des jeunes placés en position de rôle d'attente à cause de la pénurie d'emplois.

On peut craindre l'application excessive, celle qui est le fait d'employeurs profitant des avantages d'un régime d'exception pour des embauches qui étaient en tout état de cause nécessaires et dans l'ordre des choses : ce que les économistes appellent joliment «effet d'aubaine».

Le CIP se place dans le cadre d'un abaissement des coûts de production dont la main d'œuvre est le principal constituant. On ajuste le coût de la main d'œuvre (salaires...) sur le cours mondial du marché du travail nivelé par le bas; des pays sans acquis sociaux, aux travailleurs corvéables à merci, fournissent à l'économie un potentiel de main d'œuvre à très faible coût. En fait, deux logiques contradictoires s'affrontent pour enrayer le chômage:

- créer une dynamique Demande-Production-Emploi par le traitement social du chômage par relance de la consommation.
- créer une dynamique Profit-Production-Emploi en réduisant les coûts de production ; le CIP s'inscrit dans cette logique.

La rentabilité des entreprises dépend autant de la demande que des coûts de production. Les salaires, en particulier, revêtent cette double dimension de coût de production et de déterminant de la demande de biens, qu'il est artificiel d'opposer.

On arrive donc à une situation de blocage: le plein-emploi dans de telles conditions de fonctionnement économique serait un leurre. La précarisation tend à se généraliser et surtout sa durée à s'allonger. Le chômage n'est plus de transition, mais structurel.

C'est un chômage de masse. ✷

NOUS INVITONS CHACUN À DÉBATTRE ET RÉFLÉCHIR EN TERMES NOUVEAUX :
EST-CE VRAIMENT LE CHOMAGE QUI EST UN PROBLEME OU LA SATISFACTION DES BESOINS DES INDIVIDUS ?

TRAVAILLER POUR VIVRE NON PAS VIVRE POUR TRAVAILLER

Cela faisait longtemps que nous n'avions pas vécu un mouvement social d'une telle ampleur ; ce printemps semble fleurer bon la révolte, mais qu'en est-il exactement ? Pourquoi une mesure gouvernementale met-elle en branle des couches de la population ? Qu'est-ce que signifie ce mouvement, et quelles perpectives pouvons-nous en dégager ?

Le Contrat d'Insertion Professionnelle (CIP) n'a été que le déclencheur d'un incendie qui couvait depuis quelques temps. Mais avant de rentrer dans une véritable analyse du mouvement de ce mois de mars, il importe de s'arrêter un moment sur la signification des mots employés, et en particulier sur le terme «d'insertion».

Vouloir insérer une personne suppose qu'elle n'est pas intégrée, que, dans le domaine du travail, elle rencontre des difficultés pour obtenir un emploi[1] ; les outils qu'elle a en sa possession (diplôme, compétence...) ne correspondent plus à la réalité et aux besoins du marché du travail, ou sont trop abondants. Ces outils sont donc dévalorisés, parfois caduques, la formation reçue n'est plus négociable. D'où une dévalorisation du salaire, mais aussi une dévalorisation du statut. Le CIP généralise, à son tour, la précarité, qui devait être jugulée justement par l'obtention d'un diplôme, d'autant plus lorsqu'il est délivré par l'enseignement supérieur.

Dans la société française, le diplôme a une forte charge symbolique. Il est perçu comme un moyen privilégié favorisant l'ascension sociale. De plus, il est sensé garantir un avenir professionnel, garant d'une sécurité dans l'avenir social de chaque individu. Le diplôme est le résultat d'années passées à l'école ; il traduit l'acquisition d'un certain savoir, de certaines compétences qui sont destinées à être valorisées sur le marché du travail.

Or le CIP devait concerner «les jeunes de moins de 26 ans dont le niveau de formation :

- atteint au plus le niveau IV (baccalauréat technique ou de technicien, BT, BP)
- ou encore est égal ou supérieur au niveau III (BTS, DUT, DEUG[2]), lorsqu'il s'agit de jeunes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.»[3]

Autrement dit, l'État remettait officiellement en cause la fonction sociale du diplôme, et plus fon-

damentalement la fonction même de l'école, du moins comme elle est perçue par les classes moyennes : assurer leur promotion sociale. Nous y reviendrons plus loin.

LA LOI QUINQUENNALE

Le CIP n'est qu'une des mesures s'inscrivant dans la loi quinquennale votée (discrètement) en novembre dernier par le Parlement. Force est de constater que ce texte législatif n'offre guère d'originalité quant aux principes qui le sous-tendent en vue de lutter contre le chômage et l'exclusion, par rapport aux mesures qui l'ont précédé depuis la fin des années 1970, lorsque les décideurs commencèrent à prendre conscience du caractère structurel de la crise. «La philosophie du dispositif est identique : ajuster la demande de travail à une offre rétractée, par des actions de formations et de mise à niveau, en incitant financièrement (exonérations diverses, déductions fiscales, abattement salariaux) les chefs d'entreprise à accueillir ces publics[4] pour une durée habituellement limitée, mais avec l'espoir d'une insertion durable dans l'emploi.»[5] Or l'expérience montre que ce type de politiques n'a pas répondu aux objectifs officiellement déclarés : lutter contre le chômage. Pire, elles ont renforcé les processus d'exclusion. Si l'on observe les effets des Contrats Emploi Solidarité (CES, mis en place par la gauche), «une étude d'avril 1992 observait que, "s'il est un véritable contrat de travail, il débouche cependant plus souvent sur un autre emploi aidé ou un stage que sur un emploi ordinaire."[6] Une confirmation de la tendance antérieure révélant déjà fin 1991 qu'à la sortie de ce type de contrats 22% des bénéficiaires se retrouvaient à nouveau en CES, 13,3% en contrat à durée déterminée, 41,4% au chômage et le reste dans des formules aidées d'un autre type. Soit une entrée dans un emploi normal pour cinq stagiaires.»[7]

En fait, les travailleurs doivent s'adapter aux conditions de plus en plus dures d'exploitation de la force de travail, au bénéfice des employeurs. Depuis la fin des années 1970, les politiques liées à l'emploi et à la lutte contre le chômage ont pour finalité de remettre en cause les acquis qu'ont obtenus les travailleurs ; ainsi, on tend à généraliser la précarisation du travail, à le rendre flexible, c'est-à-dire à utiliser les salariés de l'entreprise au juste temps et à optimiser au maximum leur savoir-faire.

Cela correspond tout à fait au mode de gestion à flux tendu : zéro-stock afin d'immobiliser le moins possible les capitaux. Cette forme de gestion est directement inspirée des techniques japonaises et en particulier de celles des usines Toyota (méthode conçue dans les années 1950) : l'importation dans la fabrication automobile des techniques de gestion des stocks des supermarchés américains[8].

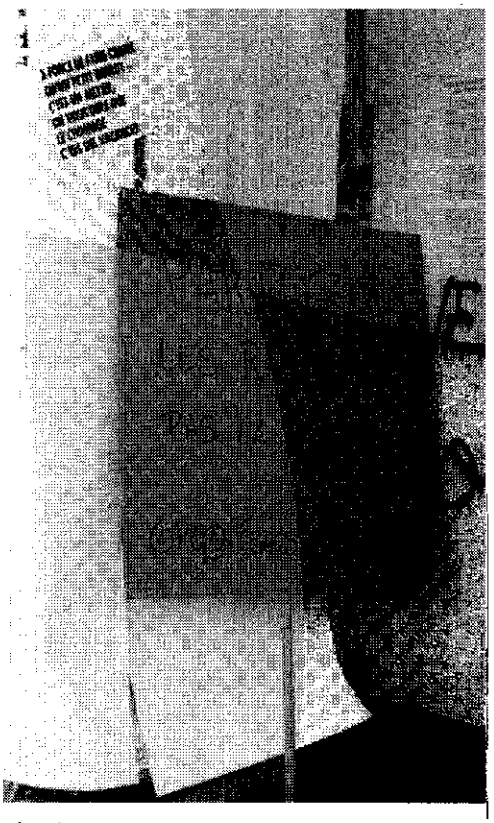
En résumé, la flexibilité, la précarisation font partie des nouveaux modes d'exploitation de la force de travail ; ce processus a été engagé en raison de la crise d'un mode d'exploitation particulier, le fordisme (production et consommation de masse), qui n'a été lui aussi qu'une des réponses capitalistes face à la crise de 1929.

Cela n'est pas sans conséquence quant à la politique sociale menée depuis plusieurs années. «Toutes les mesures prises visent à ajuster au mieux le social aux exigences de l'économique, selon une stratégie qui n'est plus simplement d'adaptation, mais de complète subordination sur la base du postulat inavoué : ce qui est bon pour l'économie doit trouver traduction sur le plan social par la levée des obstacles, par la réduction des "entraves" et, de proche en proche, par une dérégulation qui joue au détriment de tous, chômeurs et actifs. [...] E. Balladur avait franchi le pas conduisant à une déstabilisation générale des statuts sans espoirs de gains substantiels en terme d'emplois nets. Coïncidence ? Au même moment, le CNPF ne préconisait rien de moins qu'une régionalisation du SMIC, ce qui veut dire, en pratique, son abaissement dans la plupart des cas, à l'exception des grandes villes[9]. À un moindre degré, l'annualisation du temps de travail[10] et la généralisation du travail intermittent dans le cadre du temps partiel [...] participent de ce même mouvement de déstabilisation statutaire.»[11]

LES CLASSES MOYENNES À LEUR TOUR VICTIMES DE LA CRISE

Dans ses principes, cette loi quinquennale et le CIP en particulier n'ont rien de novateur, à ceci près qu'ils rendent visible un nouveau phénomène apparu il y a quelques années.

Jusqu'à une période encore récente, ce sont essentiellement les ouvriers qui sont pris de plein fouet par la crise et, par conséquent sont contraints de supporter les nouvelles formes d'exploitation de la force de travail. Or le nombre des cadres au chômage devient de plus en plus important. Les raisons sont simples et évidentes. Après avoir «dégraissé» au niveau des ouvriers, il faut maintenant que les chefs d'entreprise le fassent par rapport à leur personnel d'encadrement. Ce dernier n'échappe pas à cette logique imposant la réduction maximale des rétributions du travail (nombre de salariés, montant des salaires, prestations sociales...), afin de permettre aux entreprises d'être concurrentielles sur le marché mondial. Actuellement, les diplômés des grandes écoles commencent à rencontrer des difficultés pour trouver un emploi.



Finalement, les classes moyennes voient leur avenir se boucher. En remettant en cause une des principales motivations de ces classes (l'ascension sociale, entre autres, à travers leur progéniture) par l'instauration du CIP, le gouvernement confortait celles-ci dans leur inquiétude par rapport à leur devenir. Autant en 1990, ce sont les lycéens des quartiers-ghettos qui se sont mobilisés pour crier leur refus de l'exclusion en revendiquant des moyens supplémentaires pour les lycées ; autant en 1994 ce sont principalement les lycéens et les étudiants des IUT et dans une moindre mesure les étudiants de première et deuxième années en faculté qui sont sortis dans la rue. Chacun des deux mouvements exprimait une inquiétude face à l'avenir, un refus d'être sacrifié sur l'autel des réalités de l'économie capitaliste ; malgré cela, dans les quartiers-ghettos, la mobilisation contre le CIP a été quasi-inexistante.

Les clivages entre ces différentes couches de la population sont importants. D'un côté, le risque que les classes moyennes optent, lorsqu'elles rencontrent des difficultés sociales, pour des solutions «immédiates» (nationalistes et autoritaires) est loin d'être négligeable. De l'autre, les victimes de l'exclusion sociale vont continuer à s'enfoncer dans un processus de ghettoïsation, qui conduit

inévitablement soit vers des replis communautaires (dont un des extrêmes est l'intégrisme religieux), soit vers «le territoire [qui] apparaît comme seule identité possible ou, pour le moins, comme identification élémentaire liée à la communauté d'expérience des jeunes et à l'étiquetage subi. C'est en cela que les "pseudo"-bandes d'aujourd'hui se rapprochent des gangs américains, même si elles n'en ont ni la structuration ni l'ampleur. Grâce à elles, l'identification à un territoire stigmatisé opère un renversement des valeurs et des stéréotypes : la marginalité devient rébellion, le rejet devient solidarité et cohésion, la honte devient affirmation collective de la cité et, dans le moment de la bande, le groupe construit une conscience fière. Il se vit comme le défenseur guerrier d'un territoire, engagé dans les querelles d'honneur et les enchaînements de défis, plus souvent des défis de frime que de violences organisées.»[12]

Fondamentalement, il importe d'endiguer, de contrer ces évolutions, en développant des solidarités concrètes (par exemple lutter contre les expulsions, contre les mesures sécuritaires...) mais aussi en essayant de réfléchir et de proposer des alternatives à la société capitaliste. La lutte contre l'exclusion sociale est un axe important en raison de l'évolution du chômage et de la précarité, et ce en recréant des solidarités de classe : luttes sur le logement, contre la misère en général. Les contradictions que génère la dualisation de la société portent en germe la remise en cause du lien entre nos conditions de vie et nos revenus. Dans ce contexte, il importe de tenter une critique de la place du travail et de sa finalité dans notre société.

IL IMPORTE DE DÉVELOPPER DES SOLIDARITÉS CONCRÈTES MAIS AUSSI DE RÉFLÉCHIR ET DE PROPOSER DES ALTERNATIVES À LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

LE TRAVAIL : UNE ACTIVITÉ PARMI D'AUTRES

Un premier constat s'impose. La quantité de travail globale diminue, en raison de l'augmentation de la productivité et de l'automatisation de certains secteurs de la production, pour des raisons de rentabilité : lorsque le coût de la main d'œuvre est inférieur à celui de l'introduction d'automates, le capitaliste préférera évidemment asservir des ouvriers. Fort de ce constat, les réponses de la classe politique sont de deux ordres, mais qui reviennent à maintenir le capitalisme en place. D'un côté, on ne cesse de libéraliser les conditions d'exploitation afin d'être encore plus compétitif sur le marché mondial : c'est la politique qui a été menée depuis une vingtaine d'années et qui a conduit à la déréglementation des conditions de travail, instaurant et légalisant la précarité et donc l'exclusion. Résultat des courses, le chômage n'est allé qu'en augmentant et les conditions de travail se sont dégradées[13]. Le libéralisme ne peut donc prétendre vouloir résoudre le problème du chômage.

De l'autre, on propose (par exemple M. Aubry) de développer les emplois de services (apporter le café, les pizzas, garder les enfants, les personnes âgées, faire le ménage, nettoyer les espaces verts...). En fait cela conduit à ce que la majorité de la population soit au service (autrement dit, effectue les tâches matérielles et quotidiennes peu valorisées socialement) d'une élite ayant le privilège d'occuper les emplois «nobles» de décision, de responsabilité. Ainsi, on renforce la hiérarchie sociale, la majorité étant au service de la minorité : l'élite ! Ces propositions ont en commun d'aborder le problème du chômage par la création d'emploi avec, à l'appui, la recherche systématique d'une croissance économique[14]. Jamais il n'est réellement pris en compte qu'il y a moins de travail, qu'il est préférable que des machines s'usent sur des chaînes de montage plutôt que des ouvriers y laissent leur santé et leur vie. Ceci montre que le travail est le centre des préoccupations, qu'autour de lui s'organise la vie : la gestion du temps, le choix du lieu d'habitation...

Le mouvement ouvrier n'est pas épargné par cette conception ; historiquement, il a souvent fait une priorité du fait de pouvoir travailler[15]. Il est allé jusqu'à revendiquer «le droit au travail», revendication logiquement absurde : le travail ne peut être un droit, il n'est qu'un moyen pour satisfaire des besoins. En effet, si notre volonté est de connaître et de maîtriser nos conditions de vie, le droit au travail entre en contradiction avec notre objectif. En principe, une personne a tout à fait le droit de travailler dans une usine d'armement, une centrale nucléaire. Il paraît évident que ce type d'activité entre en contradiction avec la notion de travail socialement utile (TSU). Par contre, si l'on définit le travail comme une activité ayant pour but de satisfaire des besoins sociaux, mais aussi individuels, au même titre que de participer à la vie associative d'un quartier ou toute autre forme de mobilisation qui, elles aussi, doivent satisfaire nos besoins en vue de connaître et maîtriser nos conditions de vie, alors le travail retrouve sa juste place et il n'a plus lieu d'être un droit. Ainsi, le fait de travailler devient une activité parmi tant d'autres, activités que nous devons maîtriser, c'est-à-dire en déterminer les finalités, l'utilisation, les méthodes, les techniques et les moyens employés en vue de les réaliser[16].

Il paraît évident qu'en soi, les luttes contre le chômage (exiger le partage du travail ou œuvrer pour la création d'emplois) ne sont guère porteuses de perspectives. Elles doivent obligatoirement s'articuler avec celles portant sur tous les aspects sociaux. En fait, il faut inclure la lutte contre le chômage dans la lutte contre l'exclusion, contre la dualisation de la société.

Lutter contre l'exclusion, c'est aussi militer pour l'ouverture des frontières, pour la libre circulation des hommes, des femmes et des idées : c'est prôner la multiculturalité, qui doit aussi participer à l'élaboration de la conscience de classe. Car l'exclusion s'inscrit dans la mise en place du nouvel ordre mondial : la généralisation de l'apartheid social[17] (ou développement séparé) à l'échelle de la planète, dont le fondement idéologique est le racisme différencialiste[18]. En effet, la construction

de pôles économiques, Japon, États-Unis et CEE, suppose, tout au moins pour les deux derniers, qu'ils s'érigent en forteresse afin de se prémunir des pressions migratoires venant des pays du Sud. Continuerons-nous à perdre notre vie à la gagner, ou est-ce que notre vie et l'organisation de la société seront définies avec nos envies, nos désirs, nos contradictions ?
Il y a moins de travail tant mieux !
Inventons des utopies ! Plaisirons nos désirs !

JC GROUPE LIBERTAIRE DE TOURS

1 Autre exemple, les immigrés sont considérés par beaucoup comme des personnes non intégrées, contre qui il faut prendre des mesures spécifiques, voire les expulser, les exclure.
2 C'est-à-dire bac plus deux années d'étude dans l'enseignement supérieur.
3 *Liaisons sociales*, Suppl. au n° 11573, Législation sociale du 2 décembre 1993 : Loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle, première synthèse.
4 Les jeunes, les femmes isolées, les handicapés, les demandeurs d'emploi de longue durée et les personnes en voie d'exclusion (RMI).
5 «Des gadgets contre le chômage», J. Le Goff, in *Le Monde diplomatique*, avril 1994, p. 3.
6 Premières synthèses, 30 avril 1992, in supra.
7 Cf. note 5
8 Cf. *Penser à l'envers*, B. Coriat, Christian Bourgeois éditeur, 1991.
9 Cela participe aussi de la construction européenne, qui est fondée sur la régionalisation des espaces nationaux. En outre, il y a tout lieu de craindre qu'entre ces grandes villes, le montant du SMIC soit aussi contingent des performances économiques des régions dans lesquelles elles sont situées.
10 Actuellement, le temps de travail est comptabilisé sur une semaine. La législation prévoit 39 heures hebdomadaires, au-delà les heures travaillées sont payées en supplément. Avec l'annualisation du temps de travail, le salarié pourra travailler des semaines, par exemple, 50 h et d'autres 30 h, sans pouvoir bénéficier du paiement des heures supplémentaires. L'employeur est tenu de ne pas faire dépasser un nombre global d'heures défini à l'année.
11 Cf. note 5
12 *Les Quartiers d'Exils*, F. Dubet et D. Lapeyronnie, Seuil, 1992, page 185.
13 Par exemple «En 1988, les accidents du travail ont augmenté de 4%, tuant 1073 personnes. Ce fut la première hausse depuis le mouvement de baisse inauguré en 1972...» in *La Part d'Ombre*, E. Plenel, Stock, 1992, p. 333.
14 Croissance signifie augmentation des profits au bénéfice des capitalistes, ce qui a pour conséquence immédiate une disparité de plus en plus importante entre le Nord et le Sud, mais aussi une croissance de l'exclusion dans les pays du centre ; autrement dit, attendre une croissance éventuelle pour endiguer le chômage, cela revient à participer au développement de l'apartheid social. En outre, la croissance va de paire avec l'idéologie du progrès («éternel et sans fin»). Or celle-ci est en crise : on n'est plus prêt à produire n'importe quoi quel qu'en soit le coût écologique. En outre, le progrès n'est plus synonyme de bonheur à venir inéluctablement.
15 À tel point que les «sans-travail» (qui deviendront par la suite les chômeurs) ont été souvent vécus comme des «ouvriers du dehors» (voire *La Famine des Temps Modernes, essai sur le chômeur*, E. Leclerf, L'Harmattan, 1992) ; le terme de «lumpenprolétariat» a une connotation péjorative. Ainsi, bien souvent les organisations ouvrières, syndicales ou politiques n'ont guère fait d'effort pour mobiliser les chômeurs et les accueillir. Cela vaut aussi actuellement pour les travailleurs précaires : au sein d'une même entreprise, dans laquelle coexistent des travailleurs garantis avec des précaires, les premiers feront en général les tâches nobles et les moins dangereuses, par contre les précaires seront employés essentiellement aux travaux pénibles et à hauts risques.
16 De ce point de vue, la notion de partage du travail est incluse au sein même de cette activité qu'est le travail. En effet, le TSU implique forcément le partage puisqu'il est déterminé collectivement par rapport à nos conditions d'existence.
17 Schématiquement, le développement séparé se concrétise au moins à trois niveaux :
• local : quartiers-ghettos et centres ville luxueux
• européen : construction de l'Europe fondée sur la mise en concurrence entre les régions, dont certaines sont sacrifiées ; volonté des riches de se regrouper laissant les pauvres crever dans leur coin (Italie, ex-Yougoslavie, Belgique...)
• mondial : l'Afrique n'intéressant plus grand monde, en conséquence elle devient un vaste mouroir pour les populations qui tentent d'y vivre.
18 Théorie inventée principalement par A. de Benoist (un des principaux théoriciens de la Nouvelle Droite) qui consiste à systématiser le «droit à la différence». Cela revient à penser que les différents modes de vie, les différentes cultures sont étanches les un(e)s aux autres, que chacun doit rester vivre dans sa propre aire culturelle, qui recouperait, au regard de l'histoire, les aires géographiques spécifiques.

PENSÉE DE LA SITUATION
THÉORIE CRITIQUE ET ÉVENEMENT

Nous refusons le fauteuil du spectateur distant et froid, nous pensons avant tout aux personnes militantes ou en passe de le devenir.

Les événements récents ne peuvent être coupés de leur inscription dans une histoire temporelle et spatiale. S'ils ont des particularités, ils ont aussi des caractéristiques générales qui peuvent se retrouver ailleurs. Si nous les examinons maintenant, c'est justement pour profiter de l'histoire immédiate. Nous nous exposons aux critiques de particularités, de non-objectivité ou de non-distance critique. Tant pis, nous avons été acteurs et nous ne le regrettons pas. Nous écrivons pour défendre cet engagement et transmettre aux autres acteurs notre expérience de sujet. Nous refusons le fauteuil du spectateur distant et froid, nous pensons avant tout aux personnes militantes ou en passe de le devenir.
Si le titre peut surprendre, c'est à dessein. En effet, c'est un angle de vision qui peut permettre de comprendre pourquoi ce mouvement a été un succès et aussi pourquoi il est à la fois banal et spécifique. Banal puisqu'il n'est pas en soi étonnant que la jeunesse se révolte contre le monde que lui lèguent les «anciens». Banal aussi parce qu'en fait, c'est la non-révolte face au CIP qui aurait été surprenante ; car comment penser que l'on puisse se soumettre à devenir une marchandise au rabais alors qu'on rêve à la vie devant soi. Au moment où on pense aux possibles et à la «vraie vie», on vous propose encore une fois un présent morne et un avenir que d'un point de vue quantitatif avec de surcroît un pourcentage négatif. Peut-être que la nomination «solidarité» contenu dans le vocable CES a aidé à son acceptation. Banal qu'il soit perçu positivement au moment où il a été lancé, aussi parce qu'à force de trop vouloir nous faire croire que c'est déjà bien, qu'il ne faut pas se plaindre, que nos vies sont déjà décidées pour nous et qu'au nom du bien on n'aura pas mieux, parce qu'à force de vouloir nous faire prendre des vessies pour des lanternes, les gestionnaires s'illusionnent avec leur propre aveuglement.

Chaque personne peut voir, comprendre et ici beaucoup de personnes ont vu, ont réfléchi et ont agi. C'est pour cela que nous parlons de pensée de la situation, de théorie critique et d'événement. La situation est devenue claire, la critique s'est affirmée et développée et les actes étaient au rendez-vous.

S'il y a quelque chose de spécifique dans cette affaire, c'est la conjonction efficace qui s'est opérée entre ces trois termes. La pensée de la situation, c'est cette articulation incertaine et mouvante entre la théorie critique et les événements qui a fait la force de ce mouvement. Les révoltes sont imprévisibles dans leurs formes et leurs lieux ou leurs dates.

Alors en plein dans l'action, la presse, les télés, les dirigeants convoquent des analystes pour tenter de comprendre comment de l'amorphe quotidien surgit cette contestation. Le «malaise» des jeunes est ausculté dans sa dimension psychosociologique : initiation, besoin de repères, structuration mentale et sociale, intégration de la violence, besoin de «communication», etc.

Les sciences humaines font leur travail, les RG surveillent et se renseignent, les hommes bleus (pas les touaregs !) répriment avec leur brutalité coutumière, les robes noires de la «justice» condamnent, les médias parlent de «casseurs», etc. Pourtant le message était clair, et ce des deux côtés :

- refus de la logique marchande qui exclut pour un très grand nombre de personnes ou refus du CIP strictement pour certains d'un côté
- gestion du Kapital et répression de l'autre.

Dans le mouvement, la théorie critique a été recherchée spontanément par beaucoup de personnes, et là le travail entrepris antérieurement par les divers regroupements locaux a été fondamental. Celui-ci a permis de préparer le terrain. Si début novembre 1993 les AG ne comprenaient pas pourquoi nous mettions en question la notion de «rentabilité», les débats qui ont eu lieu dans la suite de ce premier mouvement ont quand même été importants et ce, malgré le peu de perspectives de l'époque. Idem pour la critique que Virus Mutinerie avait porté l'année précédente sous une forme plus ludique. La mise en cause de la vie étudiante dans sa tristesse, les tentatives de réflexion sur le but des études ou le rôle des diplômés ont été des germes qui se sont développés petit à petit.

TRAVAILLER À PERTE EST LA SEULE VIE QUE NOUS PROMET CE VIEUX MONDE ! QUI PEUT ENCORE SOUTENIR QU'IL FAILLE ENCORE PERDRE SA VIE À LA GAGNER ?

Début mars 1994, certaines AG ont été très virulentes en paroles, surtout après le second affrontement avec les flics au rectorat, mais en même temps, elles étaient assez stériles et de ce fait avaient un aspect décourageant. Elles ne concernaient qu'une ou deux centaines de personnes.

Puis après le 17 mars (date du premier affrontement de rue avec les CRS suite à une répression brutale d'une manifestation anti-CIP), il y a eu comme une explosion. La lutte avait pris une autre dimension, la prise de la rue et la répression et la résistance assez massive à celle-ci avaient changé bien des choses. Les AG se déroulaient en présence de 1500 à 2000 personnes, voire plus, et le contenu des débats s'était très nettement radicalisé. Ce n'était plus une critique abstraite sans perspectives, l'événement (sous des formes variées) avait donné une nouvelle impulsion.

La rencontre avec les autres forces sociales, l'affirmation concrète et la répression policière avaient changé le cours des choses. La critique n'était plus une parole en l'air, mais une réalité vivante, les actes vérifiaient les dires. Il n'y avait plus cette coupure entre les «agités» de service et la masse moutonnière qui est indifférente ou se méfie, ou au mieux écoute de manière bienveillante.

Cette liaison entre la théorie et l'événement, entre les «engagés» du militantisme et le grand nombre a pu s'opérer parce que la situation institutionnelle s'était elle aussi clarifiée. Nous n'avions plus besoin de perdre notre énergie à lutter contre les stratégies d'appareils. Les syndicats du type UNEF-ID ou UNEF n'ont pas pu faire barrage à la vague du mouvement ni le canaliser. Le discrédit qui pesait sur eux était tel que la radicalité a pu s'imposer très rapidement sans obstacle.

Les personnes encartées syndicalement ou politiquement ont participé de façon individuelles au mouvement et à leurs instances. Même le débat national/local qui avait été si pénible en novembre 1993 n'a pas dégénéré. La situation avait changé et le fait que la province était une partie importante du mouvement était une donnée nouvelle de la situation, ce qui nous était favorable.

L'horizon était donc ouvert à l'auto-organisation et aux critiques de fond ainsi qu'à des modalités d'action plus rudes. D'emblée, la lutte contre l'exclusion a été centrale tant dans le domaine de la vie professionnelle que dans celui du sort fait aux personnes étrangères ou d'origine étrangère. La connexion avec les réseaux associatifs locaux a permis que s'expriment des chômeurs, les Restos du cœur, le Gasprom (l'Asti locale) et le Comité Précaires et Solidaires.

Ceci a permis de concrétiser la mise en évidence de la logique à l'œuvre dans notre société. Le débat s'est focalisé assez clairement autour des deux termes suivants : politique de rupture ou gestion répressive.

Le terme «politique» avait encore pour beaucoup une connotation négative début mars 1994, mais un grand nombre de personnes ont assumé ouvertement cette dimension au fil du temps et en particulier face à la qualification de «casseur».

En clair, la pensée de la situation permet d'appréhender la lutte non pas sous l'angle de la promesse ou du sacrifice, mais dans un engagement de vie où le sujet peut advenir. On constate alors que le mouvement radical ne se décrète pas, il se prépare, se construit sans garanties ni certitudes,

quelque chose se passe, la nouveauté peut apparaître, le sens de la vie est alors évident.
En abordant ceci en «situation» on peut éviter les conséquences fâcheuses de certaines outrances de forme ou de fond. Si le combat rencontre de fait souvent la critique des thèses social-démocrates, le sectarisme est aussi un danger dont il faut se méfier. À trop chercher la pureté révolutionnaire, certains s'isolent et on se coupent de personnes susceptibles d'évoluer, ce qui permet après de les disqualifier facilement et de les insulter en se disant qu'on avait raison, la solitude procure ainsi un certain confort.
Ici les thèses anticapitalistes, antifascistes, le refus des exclusions ont été repris sous diverses modalités de façon majoritaire et c'était très bien ainsi. Au niveau des modalités d'actions, l'auto-organisation a été largement utilisée, l'occupation, le déménagement, les concerts à la fac sont devenus la normalité.

Mais tout le monde n'est pas devenu révolutionnaire ou militant pour autant, même si la participation active était un phénomène majoritaire. En deux heures, le mobilier a changé de bâtiment très joyeusement, le retour de Mouloud et d'Abdel était une revendication ferme, l'affrontement avec la police était spontané et l'identification de l'ennemi était claire.
À ce sujet, deux faits sont significatifs : le doyen de la fac de lettres de Nantes a fermé la fac après le déménagement du mobilier et le doyen de la Sorbonne a fait garder sa fac par des vigiles pour empêcher l'occupation.
Le doyen de Nantes était chef d'une coquille vide et fermée, celui de la Sorbonne était gardien d'un temple du savoir et il lui fallait contrôler l'entrée des étudiants eux-mêmes. La fac était soit vide, soit une forteresse. Ah le bel humanisme que voilà ! Que de beaux symboles messieurs les doyens !
Ces institutions qui étaient censées amener la lumière au monde et libérer l'humanité de l'obscurantisme et qui étaient traditionnellement des lieux ouverts, des lieux d'asile sont devenus des lieux clos et vides ou hyper-surveillés où les étudiants étaient des suspects. Bravo ! Vive l'autogestion universitaire !
La notion d'événement acquiert dans ce genre de mouvement tout son sens : en effet, s'il n'est pas facile de le prévoir, une fois là, le mouvement a ses exigences, il demande présence et énergie. L'analyse concrète de la situation concrète est convoquée pour étendre la lutte, créer les connexions, ouvrir les perspectives, mettre en place des réseaux, fédérer des forces diverses qui avancent à leur rythme, ouvrir le champ des possibles, accepter les imprévus et les pluralités, impulser une dynamique, accepter l'écart entre les mots et les choses, coordonner les initiatives, accepter le hasard et l'incomplétude, comprendre ce qui est en jeu à chaque moment, etc.
Dans l'action, on peut mettre en évidence les stratégies des appareils qui ont des visées stratégiques pour l'avenir et le leur en particulier. La lutte radicale en s'affirmant, se heurte souvent aux thèses social-démocrates et elle les contre, mais son développement n'est pas identitaire, il existe par ses actions, ses revendications et sa force propre. Ce n'est pas au travers d'un repoussoir que le mouvement acquiert sa légitimité mais dans le rapport de force avec le pouvoir.
Alors, le réel peut apparaître tel qu'il est, ne pas se voir tel que l'on souhaiterait qu'il soit et ainsi confondre une révolte et une révolution, un mouvement social un peu dur et assez bien politisé avec une insurrection.
En liant théorie critique et événement dans une pensée de la situation, on évite de prendre ses désirs pour des réalités, on peut articuler la lutte à court terme et la réflexion globale sur le système capitaliste et son fonctionnement. Dans cette situation, les forces sociales prennent position et le ciel s'est éclairci pour beaucoup de personnes.
C'est aussi pour cela que ce mouvement est banal, car dans son déroulement il répète ce qui s'est fait ailleurs ou ce qui a eu lieu dans le passé (en particulier dans son cycle mobilisation/répression).
C'est aussi pour cela que le travail de la théorie critique est à continuer, à renforcer et à transmettre. La mise à jour du pouvoir et de sa répression brutale se fait facilement dans l'action, mais la conscience révolutionnaire a besoin d'arguments et de réflexion pour structurer sa légitimité dans la durée. La théorie complète de la conscience existentielle.

C'EST DANS L'ACTION QUE LA PENSÉE RADICALE PREND TOUT SON SENS

Dans ce cadre, la pluralité des approches est un facteur de richesse où la complémentarité pluridisciplinaire peut être efficace. La critique du capitalisme peut se faire par l'histoire, la géographie, l'ethnologie, la psychologie, la sociologie, l'économie ou la politique. Il n'y a pas de limitation précise en la matière. Il faut se saisir du contenu critique des bibliothèques universitaires ou autres, il faut organiser des débats de réflexion, il faut oser lire et réfléchir.
Ne laissons pas les souris dévorer les livres de Babeuf, Sartre, Bakounine, Reich, Levi-Strauss, Marx, Freud, Foucault, Bloch, Althusser, Proudhon, Marcuse, Lefebvre, Flora Tristan, Lacan, Hockheimer, Kropotkine, Adorno, Rosa Luxembourg, Fourier, Nietzsche, Guérin, Benjamin, Badiou, Campanella, Makno, Fanon, Che Guevara, Debord, Louise Michel, Lénine, Gramsci, More, Mao, des conseillistes, des situationnistes, des marxistes, des féministes, des anarcho-syndicalistes, des freudo-marxistes, des libertaires, des tiers-mondistes, ou des trois «B» (Bihr, Bouamama et Benasayag), ou des autres.

Il faut aussi connaître la pensée de ses ennemis et bien sûr penser le temps présent, ce qui est le véritable défi à relever. Tout ceci ne se fait pas en un jour, c'est certain, mais ce n'est pas parce que

cela demande de l'énergie et de la patience qu'il faut faire confiance aux «prêts à penser» en circulation dans ce monde ou dans notre «mouvance». Se défier de la notion de progrès, de celle de justice, du bien, de l'humanitaire, cela demande une certaine régularité dans le questionnement des idéologies. Ce travail critique donne une certaine compréhension du monde contemporain, mais en lui-même, il ne résout rien.

Il peut se révéler inutile s'il se cantonne dans la seule théorie ou le savoir. Nous ne visons pas l'érudition ou l'encyclopédisme, il n'y a pas d'examen, seule la confrontation avec le réel peut donner des indications sur la validité de nos thèses. Il ne s'agit pas non plus de tout lire, l'efficacité peut être un bon critère même si nous devons nous méfier de l'opérationalisme technicien.

C'est pour cela qu'il est nécessaire d'articuler les trois niveaux ensemble dans une pensée de la situation qui lie théorie critique et événement et ainsi puisse déboucher sur la vérité des sujets (au niveau collectif ou individuel).

La théorie critique a souvent été utilisée pour passer à la seconde étape et dire comment cela doit être ou comment cela sera après, pour fabriquer des machines à bonheur. Maintenant, nous savons que cette attitude est très dangereuse. Mais, même sans savoir où on va, on peut quand même lutter efficacement et mettre en œuvre une praxis qui unit la théorie et la pratique de transformation sociale.

Sinon, on maintient la coupure entre ceux qui pensent et ceux qui agissent, ce qui est une des bases de la délégation façon bourgeoisie. Ou alors on se cantonne dans une critique qui ne va pas au delà de ce que le sens commun peut admettre, état de situation que le mouvement dépasse très vite de par son développement et alors il se retrouve sans perspectives globales et est ainsi à la merci de l'idéologie de l'ennemi.

Ceci permet également de limiter les problèmes lors de la fin du mouvement : déprime paralysante, repli hautain et mépris des moutons, recours au terrorisme ou à l'action directe, transfert sur le mode de vie («changer la vie»), etc.

D'autre part, l'action pour l'action montre rapidement ses limites, structurer un mouvement demande donc des objectifs et une stratégie plus globale, même si souvent on n'obtient qu'une réforme ou un recul du pouvoir.

La situation politique joue un rôle évident, car s'il y avait eu une possibilité de remplacement de Balladur par une autre force politique, peut-être ce mouvement aurait-il pu prendre une nouvelle ampleur. Mais peut-être que l'aspect politicien nous aurait été défavorable, car l'espoir de changement aurait été détourné sur un objectif compatible avec cette gestion du système.

D'autre part, si on peut se demander si le champ libre ouvert par le discrédit syndical n'est pas propre à la vie étudiante. Chez les salariés, c'est plus compliqué de faire du neuf avec du vieux ou alors de le créer de toute pièce, l'expérience de la FSU et celle de SUD-PTT sont là pour le prouver.

Par contre, on voit aussi les possibilités que donne cet état de fait. L'énergie libre peut se porter sur des formes d'action et de réflexion plus larges et plus radicales. C'est un peu comme les élections, plus on passe de temps à s'en occuper, moins on en a à passer pour militer sur le terrain de la réalité sociale.

Ces caractéristiques surprennent beaucoup de gens influencés par les modèles de l'extrême gauche ou de la gauche classique. Il n'y a pas d'interlocuteur clairement identifié, on ne sait pas qui représente qui, les réseaux traditionnels ne fonctionnent plus, c'est plus vivant mais moins encadré ou maîtrisé : le fameux aspect libertaire qui est tant valorisé ou qui irrite. Ici, le refus du fonctionnement classique en collectif autour de la social-démocratie est une donnée nouvelle qui perturbe la militance un peu plus âgée. On nous reproche même de rester trop centrés sur la fac, même si dans la pratique c'était faux. Les AG étaient ouvertes et le thème de l'exclusion était un thème très largement repris. Mais les réformistes ou ceux qui croyaient avoir à faire à une révolution étaient surpris et sans prise sur le mouvement réel.

Ne cachons pas que tout n'est pas acquis pour autant et que nous devons continuer le travail en particulier sur les trois axes suivants :

- Réflexion et action sur l'université et le savoir
- Réflexion et action sur le travail (loi quinquennale et place de femmes ou loi Madelin) en liaison avec les personnes en situation précaire
- Réflexion et action sur l'exclusion des étrangers avec la commission quartier et le CDEE

De plus, nous devons continuer à renforcer ce qui reste un de nos points faibles : la structuration théorique et organisationnelle.

Si nous voulons durer dans le temps, nous devons développer les réseaux et le réseau No Pasaran en particulier. Nous devons être attentifs à la transmission de la critique venue du passé pour développer notre formation sur la critique du présent.

Donc, nous devons essayer d'articuler dans une pensée de la situation théorie critique et événement. ✷

LE «TÊTU», NANTES LE 19 AVRIL 1994

NOUS DEVONS CONTINUER LE TRAVAIL EN PARTICULIER SUR LES TROIS AXES SUIVANTS :

✷ RÉFLEXION ET ACTION SUR L'UNIVERSITÉ ET LE SAVOIR

✷ RÉFLEXION ET ACTION SUR LE TRAVAIL (LOI QUINQUENNALE ET PLACE DE FEMMES OU LOI MADELIN) EN LIAISON AVEC LES PERSONNES EN SITUATION PRÉCAIRE

✷ RÉFLEXION ET ACTION SUR L'EXCLUSION DES ÉTRANGERS AVEC LA COMMISSION QUARTIER ET LE CDEE

PETIT TOUR DE FRANCE DU MOUVEMENT

NANTES

Nantes a su fêter comme il se doit le retour du printemps en organisant dans ses murs et dans ses rues une chouette lutte sociale et politique. Tout au long de ce mois de mars, plusieurs centaines de personnes (de 400 à 3000) ont eu à cœur, par exemple, de faire goûter aux petits hommes bleus[1] quelques subtilités de la cuisine d'ici, notamment en proclamant avec une fierté toute bretonne : «Il a bon goût le pavé nantais[2] !».
La grande majorité des médias a vu dans les violences la main invisible d'anarchistes et/ou de «casseurs». Ils ont pu ainsi parler et lier deux frayeurs préfabriquées afin de faire trembler leur public et nuire au mouvement.
Que flotte ici ou là un drapeau noir ou noir et rouge, et voilà les valets du Spectacle[3] qui redessinent avec empressement l'image d'Épinal des «anars» qu'ils ont eux-mêmes forgée et fait durer : «Et oui mon bon monsieur, revoilà le drapeau noir (peut-être frappé de la tête de mort et des deux tibias) que poussent et suivent ces hordes barbares, de terroristes, d'exaltés fanatiques mais quelque peu poètes et d'extrémistes dangereux».
Notre seul «crime» est d'avoir su créer les conditions et le temps de la discussion et d'avoir su fournir au bon moment un appareil critique de qualité.
Et qui lira nos textes et analysera notre pratique verra que nous ne sommes pas les légataires du mouvement anarchiste, ni même du mouvement révolutionnaire dans son entier. Nous n'avons pas eu d'héritage, nous l'avons pillé !
Quant aux «casseurs», cette fameuse trouvaille langagière des médiatiques et des politiques, elle ne veut rien dire en soi[4] mais évoque le détestable relent raciste de cette époque : le «casseur», c'est ce jeune banlieusard désœuvré, peut-être drogué, qui profite des manifestations pour commettre ses forfaits. Le «casseur» est, bien sûr, d'origine étrangère, de préférence maghrébine. Car depuis longtemps, les journalistes et les politiques ont fait rois les maghrébins en les sacrant têtes de turc de l'immigration.
Et bien non ! Les constantes violences et démonstrations de forces de ce mouvement n'ont pas été un phénomène surajouté ou en décalage provoqué par des tiers. Elles ont été une de ses formes d'expression naturelles, une de ses parties prenantes. Elles sont venues et ont grossi avec la lutte.
Car la lutte à Nantes n'est pas née en mars, en opposition au projet gouvernemental mais a été pour sa grande part, la suite et le dépassement d'un mouvement étudiant qui n'a pas cessé d'octobre à mars (*voir chronologie*).
Il en a été la suite par le développement des thèmes premièrement abordés en octobre-novembre comme la notion de rentabilité des études, l'exclusion, le chômage, le revenu minimum garanti, le poids et le rôle des médias.
Et son dépassement par l'abandon progressif des problèmes strictement étudiants (le manque de locaux et de profs) pour naviguer vers de plus vastes horizons avec l'aide de nombreux chômeurs, précaires et travailleurs :
- La valeur travail dans une société ou le retour du plein emploi est impossible.
- Les rapports Nord-Sud et l'exclusion
- La banlieue, l'exclusion et sa gestion autoritaire
- La politique de l'immigration menée depuis vingt ans par les «différents» gouvernements (dont les lois Pasqua)
- La marchandise et la consommation
- La justice de classe et la police

La loi quinquennale sur l'emploi
C'est bien parce que l'année universitaire a été marquée par une constante politisation que le mouvement de mars a été tout de suite très radical, lucide et large[5]. À un tel point que nombreux étaient ceux qui se moquaient du CIP, une goutte d'eau dans la mer des misères de cette époque. Des mots grossiers étaient lâchés : révolution, il faut tout changer, solidarité...
Tout de même, la nature même du CIP a beaucoup compter : elle jetait à bas l'illusion républicaine de la «méritocratie» (c'est-à-dire du mérite de la position sociale en fonction du niveau d'étude), s'attaquait à l'ensemble de la société et montrait un des mécanismes de l'exclusion qui n'épargne personne. Elle a fait grossir les rangs.
La traduction pratique de cette prise de conscience a été la volonté constante d'élargissement de la lutte et de son unité, notamment avec les syndicats lors des manifestations. C'est pourquoi aussi, par exemple, beaucoup d'étudiants se sont déclarés les parents proches des chômeurs, des précaires, des immigrés et des salariés et ont travaillé dans le sens d'une jonction des luttes et des problèmes ou se sont déclarés d'accord pour qu'elle

ALORS QUE LE GOUVERNEMENT INAUGURE L'INSERTION DES JEUNES DANS L'ENTREPRISE PAR VOIE POLICIÈRE, LA POPULATION NANTAISE A FAIT PREUVE D'UNE DÉTERMINATION ENTIÈRE ET SANS RETENUE.

VIRUS

Déménagement de la fac de Nantes

CHRONOLOGIE (LISTE NON EXHAUSTIVE)

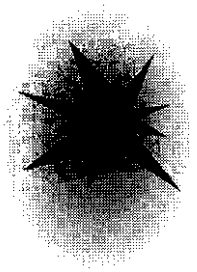
OCTOBRE-NOVEMBRE 1993 : mouvement de lutte contre la suppression de l'Allocation Logement Social (ALS). Très suivi. Déjà se pose la question de nouvelles solidarités avec les exclus.
1-2 février 94 : action en faveur des étudiants étrangers (Virus, Scalp, ASJ...) comme dans plusieurs facs de France (Jussieu, Tours...).
3 MARS : occupation du rectorat et intervention musclée des CRS. Derrière des revendications spécifiques (locaux, formation, débouchés), transparaît déjà une volonté d'aborder les questions des exclusions globalement...
12 MARS : Manif CGT nationale - 25000 à Nantes avec un cortège libertaire "Partageons les richesses, vivons autrement, avec ou sans emploi" de 300 personnes environ.
17 MARS : Manif contre le CIP. Premiers incidents aux abords de la Préfecture. Les CRS chargent tout de suite... mal leur en pris. Dépassé par le nombre, ils sont obligés de tenir plusieurs heures sous les jets de pierre et autres projectiles avant de recevoir les renforts de Rennes et St-Nazaire
18 MARS : manifestation en soutien aux emprisonnés de la veille devant le commissariat.
19 MARS : mobilisation au Tribunal pour les comparution immédiates. Présence de l'ensemble des syndicats et associations locales qui dénoncent la répression. Les peines les plus fortes sont pour les non-étudiants et lycéens.
21 MARS : manif contre la répression. Affrontements dans la soirée 17 interpellations.
22 MARS : grève générale à la faculté avec concert le soir. Les tables et chaises de la fac de lettres sont déménagées...
23 MARS : procès et remobilisation. Tous unis contre la répression qui touchent lycéens, étudiants, chômeurs, précaires, travailleurs.
24 MARS : l'AG des étudiants demande "l'abrogation pure et simple du CIP, l'annulation de toutes les condamnations, la vérité sur les manifestants blessés. manifestation dans la ville. Dans la soirée affrontements jusqu'à deux heures du matin. Plusieurs centaines de personnes y participent. Les flics n'ont plus assez de munitions, Rennes doit ravitailler...
25 MARS : 15000 personnes dans la rue. Nouveaux affrontements; le dispositif policier s'est fortement renforcé (CRS, gendarmes mobiles, motos, civils...). La répression est dure... 70 interpellations
26 MARS : Tribunal. Une faute de procédure entraîne le report des procès et la libération de ceux arrêtés jeudi.
30 MARS: plus de 2000 personnes participent à des barrages filtrant (route, ponts sur la Loire). Manif de soutien à la Préfecture pour Mouloud et Abdel comme à Lyon et Grenoble ou Paris. Concert de Servat et EV à la fac.
31 MARS : manif de plus de 20 000 personnes réclamant la libération et l'amnistie des manifestants, le retour de Mouloud et Abdel et au-delà du CIP la fin de la précarité...
6 AVRIL : occupation d'un ex-agence de l'ANPE par le Comité chômeurs-précaires solidaires
7 AVRIL : manif intersyndicale pour l'emploi. 6000 personnes.
8 AVRIL : vote pour la reprise des cours après 3 semaines de grève. Mais poursuite du mouvement sous d'autres formes : différentes commissions sont mis en place.
13 AVRIL : action devant le Palais de justice - construction d'une prison en soutien aux manifestants passant en procès. *

ait lieu. Dans le même temps, des personnes qui n'étudiaient pas ont pu participer sur un pied d'égalité aux prises de décision et aux débats.
Mais si les lieux de discussions restaient somme toute «homogènes» et localisés (locaux syndicaux pour les syndiqués, facultés et lycées pour les étudiants et les lycéens), ce sont les manifestations et surtout les batailles de rues puis les procès qui ont suivi qui ont fait vivre l'unité et la solidarité, et lui ont donné sa marque : celle d'un mouvement social. En effet, si les manifestations étaient composées essentiellement d'étudiants, de lycéens et de salariés, elles laissaient la place à la tombée de la nuit à une plus grande proportion d'exclus, de chômeurs.
On se donnait rendez-vous devant la préfecture pour le soir. Malgré les changements d'horaire des départs de manifestations (10h ou 14h au lieu de 17h) et les habiles parcours, il se trouvait à chaque fois un grand nombre de filles et de garçons taquins pour aller tirer la sonnette de la préfecture et les couettes des CRS.
De partout et à gros bouillons, il remontait à la surface et s'exprimait tout ce que la paix sociale tient caché et étouffe, comme la haine universelle du policier. L'un brisait les vitres d'une agence EDF en souvenir des factures et des coupures d'électricité. Un autre se vantait d'effectuer une critique de l'urbanisme, un peu sommaire peut-être mais radicale, en brisant ces immondes aubettes qui ne sont ni belles ni fonctionnelles puisqu'elles ne protègent ni du vent ni des précipitations. Certains abattaient une agence de travail intérimaire. Quelques-uns, avec leur face haineuse et leur matraque, annonçaient en cassant des cabines de téléphone, qu'aujourd'hui au moins ils refusaient que la société continue à leur marcher sur la gueule. En quelque sorte, il se reconstruisait une identité dans la destruction de biens publics.
Mais ce n'était là, somme toute, que des cas très rares. L'immense majorité était venu comme par jeu, peut-on dire, car les batailles de rue se jouaient sur l'air de fête d'un vaste «Gendarme et voleur»: à chacun son flic selon son adresse au jet de pavé.
Il n'y a eu que les médias pour ne pas entendre la musique de cette farandole. La «couverture médiatique», qu'elle soit nationale ou, dans une moindre mesure, régionale, se résumait à l'événementiel et au descriptif succinct et donc à l'oubli heureux du sens social si visible et du sens politique pourtant affiché clairement : «Et oui, en direct, j'annonce qu'il y a une barricade en feu, 10 voitures abîmées, des pavé lancés. Les "casseurs", ici à Nantes, tiennent la rue une fois encore.»
Mais rien (ou si peu) n'était dit sur la justice, la police. Et pourtant !
Ce que beaucoup ont compris et retenu, c'est le mensonge généralisé et/ou la profonde bêtise des

> « DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION, CEUX ET CELLES QUI AGISSENT QUOTIDIENNEMENT POUR LA LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ PRÉSENTE NE DOIVENT JAMAIS OUBLIER QU'ILS RENCONTRERONT DANS LEUR LUTTE D'IMPORTANTES FORCES HOSTILES ET CONTRAIRES À LEUR PROJET COMMUN [...] LE PETIT NOMBRE DE PERSONNES À QUI PROFITE LE CRIME QUE CONSTITUE LA PRÉSENTE ORGANISATION SOCIALE CONCÈDE PARFOIS, MAIS TOUJOURS À CONTRE CŒUR, À SATISFAIRE PETITEMENT NOS REVENDICATIONS LÉGITIMES. CETTE GÉNÉROSITÉ FORCÉE LUI PERMET D'APAISER LES TÊTES ET DONC DE SAUVER LA MAJORITÉ DE SES IMMENSES PRIVILÈGES ET PROFITS. MAIS POUR PEU QUE LEUR MANŒUVRE D'APAISEMENT ÉCHOUE, LES PROPRIÉTAIRES DU MONDE N'HÉSITERONT PAS, COMME IL Y A PEU ENCORE, À ENGAGER UNE LUTTE FAROUCHE ET SANGLANTE [...] DE SORTE QUE LES VIOLENCES QUE LES OPPRIMÉS COMMETTRONT SERONT À INSCRIRE SUR LA LISTE DÉJÀ LONGUE DES CRIMES DES PROFITEURS ET NON SUR LA LEUR [...] FONDAMENTALEMENT, LA SOCIÉTÉ PRÉSENTE REPOSE SUR LA VIOLENCE ET LA CONTRAINTE DE QUELQUES-UNS SUR L'IMMENSE MAJORITÉ. SI LES OPPRIMÉS ONT PARFOIS À ÊTRE VIOLENTS, ILS ONT À CONSTRUIRE UNE AUTRE SOCIÉTÉ OÙ N'EXISTERONT PLUS VIOLENCE ET CONTRAINTE [...] DE SORTE QUE LES OPPRIMÉS NE DOIVENT JAMAIS DANS L'ACTION VIOLENTE PERDRE DE VUE LEUR BUT [...] ILS DOIVENT GARDER L'ESPRIT CLAIR, CONSTAMMENT MAÎTRISER CE MOYEN DE LUTTE EN JUGEANT CONSTAMMENT SA FORME, SES BUTS ET SES JUSTIFICATIONS, SA FIN OU LE MOMENT PROPICE DE SON USAGE. »
>
> ANONYME, ADRESSE D'UN PARISIEN, 1870.

médias6 et leur amnésie respectueuse. Un exemple pour la bonne bouche : Charles Pasqua avait annoncé pour la dernière manifestation parisienne que les «casseurs» étaient connus des services de police, qu'ils étaient au nombre de 1000 et que la police se chargeait de les empêcher de venir à la manifestation. Une poignée d'heures plus tard, plus de 100 voitures gisaient retournées et des magasins étaient pillés.
Et puisque les médias ont tant menti sur notre lutte, comment pourrions nous les croire sur le reste ?
Nous sommes fiers d'avoir troublé le repos des maîtres de ce pays ! Les beaux jours du consensus mou des années 1980 sont passés.
C'est parce que nous avons parlé si haut et eu la volonté d'avoir notre mot à dire sur la conduite de ce monde et agi en conséquence, que nous sommes si fiers d'avoir participé à fêter comme il se doit le retour du printemps des luttes. ✷

1 Entendez CRS.
2 Jeu de mot entre le projectile et la galette de blé noir copieusement fourrée.
3 Au sens situationniste.
4 Lorsque les paysans ou les pêcheurs commettent des violences, le Spectacle n'utilise pas le terme de casseur. Il parle prudemment de paysans ou de pêcheurs en colère. Car les paysans, par exemple, représentent une puissance socioprofessionnelle importante qui est et qui symbolise la tradition, le conservatisme et la stabilité sociale mais qui possède aussi une capacité révolutionnaire historique. C'est pour cela que le Spectacle les ménage et ne se risque pas à tenter de les couper complètement de la société.
À l'inverse, le terme «casseur» est utilisé pour salir et maintenir le flou et la division. En règle général, il sert à désigner des personnes qui, «à première vue», ne font pas partie d'une entité sociale et politique précise parce que l'on ne veut pas la reconnaître, ni même en parler en dehors de ses révoltes bruyantes.
5 Mettons à part les étudiants d'IUT et de DUT très frileux et corporatistes. Et pourtant, ce sont les ouvriers qualifiés du moment mais qui se croient mieux parce qu'ils ont troqué le crayon de bois sur l'oreille pour la calculette de poche.
6 France-Infos par exemple a annoncé un soir qu'une armurerie avait été entièrement dévalisée puis quelques jours plus tard qu'une nouvelle fois, la même armurerie avait été entièrement dévalisée. Les drôles ! Piller une deuxième fois un magasin vide, voilà qui est amusant. Bien entendu, il n'y a pas eu pillage : il n'y a eu qu'une vitrine cassée et quelques couteaux de poche dérobés (les pistolets étaient des présentoirs en plastique et donc laissés sur place) au travers d'une grille de protection qui ne laisse passer que la main.



Devant le Palais de Justice à Nantes

QUELQUES TRACES DANS LA NEIGE

• **DÉBUT OCTOBRE** : jet de légumes sur le Président de l'université qui craque et pleure dans son bureau. Personne ne l'aime.
• **FIN OCTOBRE DÉBUT NOVEMBRE** : manifestations, fracture d'une porte et occupation du rectorat par 100 énervés. Nous voyons les premiers CRS qui nous chassent. Ensuite occupation de la gare par quelques milliers d'étudiants ; les CRS dispersent les 150 enragés tard dans la soirée.
• Michel Debré vient faire une causerie à l'université de droit. Une petite centaine d'étudiants organise «une interruption de séance».
• **DÉBUT FÉVRIER** : occupation pendant 2 jours de la scolarité de l'université par le Comité de Défense des Étudiants Étrangers (CDEE).
• **DÉBUT MARS** : problème d'examens en psycho. Il suit une occupation de la Présidence et par deux fois du rectorat. Des vitres sont brisées par des jets de pierres.
• **MARS** : la faculté de lettres puis celle de droit sont entièrement déménagées de leur mobilier. Les milliers de chaises et de tables servent à bloquer le bâtiment d'économie.

L'EAU DU BAIN

Faute d'avoir des arguments à apporter, certains non-grévistes et anti-grévistes nous ont encore gratifiés du couplet habituel : «Les AG ne sont pas légitimes, c'est une parodie de démocratie.»

1 - Les AG sont légitimes dès l'instant où elles s'offrent et apparaissent comme le lieu d'où émanent les aspirations de chacun, dès l'instant où elles deviennent incontournables. La légitimité ne se décrète pas, pas plus qu'elle ne se réfute.

2 - Le fait que les anti-grévistes viennent remettre en cause la légitimité des AG en assemblée générale prouve par là même qu'elles le sont.

3 - En AG, les choix de la majorité ont été respectés : poursuite de la grève générale lorsque ses partisans étaient les plus nombreux, fin de la grève dès que les partisans l'ont été. Toux ceux qui voulaient s'exprimer ont pu le faire, y compris ceux qui étaient hostiles à la grève. Ceux qui ne l'ont pas fait ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Dès lors, il apparaît inutile et dérisoire de tergiverser sur ceux qui en son sein, en référent à un soi-disant caractère non démocratique des AG puisque par là, ils prouvent son caractère démocratique. Ils ne font que jouer sur la valeur affective d'un mot. Se plaçant comme nouveau référent, ils espèrent opérer un basculement : faire apparaître ce qui est démocratique pour ce qui ne l'est pas, apparaître eux-mêmes comme incarnation de la démocratie auto-proclamée, sans autre forme d'explication, oubliant que la démocratie n'est effective qu'en pratique et aucunement en discours. Ceux qui interviennent ainsi ont tendance à confondre deux choses :
• Le caractère démocratique d'un lieu (où tout le monde peut s'exprimer sans discrimination)
• La (non-) réceptivité de leur discours à un moment donné.

Trop habitués à ce que tout aille dans le sens de ce qu'ils pensent (puisqu'ils pensent suivant l'ordre institutionnel des choses), ils associent toute remise en cause des institutions ou de l'économie à une manifestation antidémocratique, montrant ainsi le peu d'égard qu'ils ont pour la démocratie : pour eux «démocratie» n'est qu'un mot qui sert à masquer un certain ordre (économique) qu'ils veulent préserver car ils comptent bien y avoir une bonne place (consciemment ou non). Ils tablent sur la perpétuation de ce qui est, donc ils amalgament tout ce qui est (Démocratie, Économie, Liberté, Libéralisme, etc.). On peut reprocher ce qu'on veut à ceux qui sont intervenus en AG, mais aucunement à l'AG (comme lieu) d'être non-démocratique. Ce serait un peu comme reprocher au grille-pain d'être une tartine à la confiture : une grave erreur d'observation qui en dit long sur un état d'esprit.

DES LOGEMENTS VIDES PAR MILLIERS DES SANS-ABRIS PAR MILLIERS !

Dans notre département durement frappé par le chômage, plus de 2000 personnes sont actuellement sans domicile fixe. Et parmi elles, on trouve aujourd'hui plus de 60% de jeunes ! Toutes ces personnes vivent un quotidien insupportable, fait de misère et de violence. Cela est insupportable !
Or, des logements vides, il y en a, que les propriétaires soient publics ou privés. Il ne suffit plus de dénoncer la misère et l'injustice, puis d'ouvrir à la hâte des centres d'urgence quand arrive l'hiver : il faut régler définitivement ce problème ! Nous ne sommes pas dupes et en avons assez des blablas politiciens et autres promesses électorales. C'est pourquoi nous avons collectivement décidé d'ouvrir symboliquement cette Agence Nantaise Contre l'Exclusion, l'ANCE. Son but est d'être un lieu d'information, de débat et de propositions concrètes pour briser l'isolement dans lequel sont enfermés tous ceux dont la précarité constitue le quotidien. Mais aussi celles et ceux qui veulent agir.Vous pouvez passer pour nous soutenir, discuter, agir à l'ancienne ANPE Boulevard Carnot, près du Palais des Congrès à Nantes.
Pour lutter contre la précarité et la misère, ne comptons que sur nous-mêmes.
Nous n'avons pas à mendier mais à prendre ce qui nous est dû. ✷

PRÉCAIRES ET SOLIDAIRES NANTAIS(E)S
CONTACT LE LOCAL
16, RUE SANLECQUE, 44000 NANTES.

PARIS

LE RÉVEIL DE TOLBIAC !!!

Tolbiac est sûrement la plus moche fac de France. Construite après 1968, cette fac anti-émeute est faite pour qu'on ne s'y sente pas bien : basse de plafond, seuls les ascenseurs sont rehaussés pour entraîner les étudiants vers les étages et donc les cours. Pas de lieu pour s'asseoir sinon des recoins, les terrasses aux étages ont été interdites depuis longtemps, et dans la fosse, les galets bien enfoncés qui tiennent lieu de sol font très mal aux fesses. Et pourtant à Paris, Tolbiac est la seule fac à s'être mise en grève au mois de mars, et pas seulement contre le CIP,mais aussi la loi quinquennale et la politique de précarisation du travail menée depuis 15 ans par les gouvernements successifs.
Au mois d'octobre, la lutte pour l'ALS a eu lieu à Tolbiac mais elle s'est cantonnée à de l'information auprès des étudiants et à des AG pénibles où les différentes tendances des différents syndicats pensaient s'affronter dans un combat qu'ils croyaient titanesque, faisant fuir les gens un à un, et sans réellement réussir une mobilisation. Quant au Scalp dans l'histoire, il n'a que peu pris part au débat, préférant observer. Au mois de mars, après les mémorables manifs des 3 jeudis, et la grève qui se poursuivait à Nantes, nous nous sommes dit qu'il fallait peut-être réagir un peu, et tenter de bouger la fac, ce qui a réussi au-delà des espérances possibles !

AG dans l'amphi N

Mercredi 23 mars.
30 à 50 personnes animent le hall de la fac, après avoir descendu quelques chaises. Auparavant, elles s'étaient rassemblées dehors «contre le CIP, Pasqua et Balladur», en criant «Non à la précarité».

Jeudi 24.
Vers 11h, animation dans le hall, tour des amphis puis AG à midi : 100 personnes. On propose d'aller occuper la rue, comme l'ont fait quelques IUT : de 13h à 15h la rue de Tolbiac est bloquée devant la fac (sauf pour un camion dont le chauffeur furax force le passage barre de fer à la main, manquant d'écraser plusieurs personnes). De 15h à 16h30 blocage du carrefour Tolbiac-Baudricourt avec percus, étudiants, lycéens et soleil. Encore un débile : le concierge du lycée Claude Monet et un compagnon à lui forcent la superbe mini-barricade gardée par une étudiante-militante qui leur court après en criant. Après avoir traversé le carrefour sauvagement, ils s'arrêtent, descendent et se précipitent vers la demoiselle pour lui allonger une superbe baffe (de même qu'à un copain qui venait lui prêter main forte), en hurlant «bande de hyènes, j'ai pas peur de vous !» et en nous faisant plusieurs saluts le bras bien tendu. Bordel innommable, le pare-brise arrière vole en éclats. Les flics (très discrets !) qui étaient garés à 20m sortent et arrêtent un des étudiants, comme ça, arbitrairement. Scandale, hurlements : «libérez nos camarades !». Ils veulent l'embarquer mais leur voiture est aussitôt assiégée, et ils sont obligés de le relâcher (d'autant que leur rôle à ce moment devait plutôt être celui d'observateurs que de shérifs). Cet événement a eu l'avantage de nous souder et de radicaliser immédiatement la large majorité des 200 personnes alors dehors.
Le commissaire débarque, veut parler au «responsable». L'Unef-id se précipite pour le rassurer et se poser en interlocuteur : ça tombe bien parce que personne d'autre l'aurait fait. Un militant de l'Unef-id s'approche de nous et nous apprend que le commissaire a traité avec l'administration de la fac et que celle-ci consent à nous prêter un amphi ! On l'envoie chier, et il va quand même retrouver le commissaire pour lui apprendre que les étudiants ne sont pas d'accord, alors qu'il ne l'a même pas annoncé tout fort et demandé son avis à la cantonade.
Après un référendum sur la suite à donner, retour euphorique vers la fac : débrayage radical des amphis et des TD au son de «grève générale», des percus et des couvercles en métal. L'administration en la personne de M. Dinh commence à s'énerver.
17h : AG de 600 personnes dans l'amphi N.
Vote de la grève et de l'occupation la nuit.

AH, IL LEUR EN AURA FALLU DU TEMPS !

Les lycéens à Paris ne se sont pas vraiment réveillés dès les premiers coups de clairon. Le jeudi 3 mars (première manif parisienne), des lycées étaient présents, mais ils étaient peu nombreux et c'étaient les lycées où la FIDL était bien implantée (à part quelques-uns mobilisés par la JC). Ils étaient tous groupés derrière une banderole «Coordination lycéenne», celle-ci regroupant surtout les militants de la FIDL, mais en gros aucun «mouvement» lycéen n'existait. Le jeudi suivant, c'était à peu près le même schéma, avec une innovation quand même : une dizaine de lycées de l'est parisien, refusant d'être sous l'étendard FIDL, s'étaient fédérés entre eux sous le nom d'Union indépendante lycéenne, élargissant du même coup leurs critiques et leurs revendications (quelques RED et LO en faisaient partie).
À la manif appelée par les syndicats de travailleurs, le samedi 12 mars, aucun lycée n'était présent et hélas plus généralement, le pont ne s'est jamais fait entre les lycéens et les travailleurs/chômeurs.
En bref, les deux-trois premières semaines, il n'y avait pas de mouvement : aucune grève et peu de bahuts, qui ne se bougeaient que sur les manifs (et encore !).
Cependant, le mouvement au niveau national durant singulièrement, d'autres lycées se mirent à suivre. Le XIIIe, sous l'impulsion de Tolbiac (faculté) et du Scalp, les lycéens se réveillèrent et le vendredi de la troisième semaine, Jean Lurçat lança la grève et alla débrayer d'autres lycées pendant que Monet préparait affiches et banderoles pour rejoindre Tolbiac avec les autres bahuts. Parallèlement le XVe s'agite aussi et le Lycée autogéré de Paris passa prendre Camille Sée, Buffon et Louis Armand pour une ballade dans les rues de la ville en toute liberté ! Cette «escapade» les a réunis en fédération du XVe.
À partir de ce moment-là (et hélas juste pour la dernière semaine), une dynamique nouvelle apparut et à la coordination nationale du samedi, la FIDL et ses proches (SOS et UNEF-ID) eurent du mal à rester en selle. En deux heures de réunion, ils durent changer et radicaliser leurs positions (amnistie pour les manifestants condamnés, abrogation des lois Pasqua), mais tout de même, quand on a voté pour élire des délégués qui seraient nos seuls représentants face aux médias (pas de discussion avec le gouvernement de toute façon), ils sont tous sortis, refusant de s'engager à ne plus nous représenter.
Durant toute cette semaine, les grèves s'amplifièrent et un anticapitalisme assez fervent se faisait jour. Les lycées se regroupaient localement et manifestaient spontanément (1500 à déambuler dans le XVe avec comme banderole : «C'est à la misère qu'il faut s'attaquer, pas aux immigrés» et en chantant : «C'est le capitalisme qu'il faut éliminer, c'est pas les immigrés qu'il faut virer»), certains lycées de l'UIL allant même jusqu'à occuper places, routes et lignes de chemin de fer. Bref, une bonne énergie déployée mais qui a eu les pattes coupées à la mort du CIP.
Comme les étudiants, les lycéens n'appréciaient pas beaucoup les gros syndicats et voulaient vraiment s'autogérer ; de la même manière, ils dénonçaient le système, tout du moins les inégalités et l'exclusion qu'il engendre : le Scalp était donc bien sur la même longueur d'onde qu'une forte partie de ce mouvement et c'est dommage qu'il s'y soit engagé en retard. La suite du mouvement a été boiteuse, toute action a cessé et les trois coordinations qui ont suivi se sont étiolées, ne laissant au bout du compte qu'une quinzaine de personnes, pour la plupart militants d'extrême gauche.
Bien qu'étant une victoire pour la FIDL, ce mouvement est annonciateur d'une certaine radicalisation des lycéens qui sauront à l'avenir se bouger et se coordonner sans ces gros appareils. ✱

SCALP/REFLEX LYCÉE DE PARIS

Redébrayage puis organisation de la nuit.
21h : mini-AG avec les gens présents.
Concert avec un groupe de jazz et 150 personnes qui dansent sur les tables.
Occupation réelle : 30 personnes.
Pas d'attaque de fachos, hormis un quidam qui après avoir posé quelques questions s'éloigne, se retourne, donne le «bonjour d'Assas» et tire mal au pistolet d'alarme sur le gus qui gardait la porte, puis s'enfuit en courant.

Vendredi 25.

Dur réveil, puis mini-piquet d'information et d'invitation à ne pas aller en cours. Beaucoup de chargés de TD sont absents. Les profs et les vigiles sont amicaux.
Dans les lycées alentour : Lursat, Monet, agitation qui converge vers Tolbiac pour partir à la manif. Ca répond bien dans les lycées.
12h AG amphi N(ique ta mère)
700 personnes. Gros bordel. Pas de structuration de l'AG. Angoisse de ceux qui ont partiel à 13h et réclament le débrayage de leur amphi. L'UNEF-id majo et le BN de l'UNEF (tendance stalinoïde) tentent le forcing. Mais nos mots d'ordre passent le mieux, et les gens ne sont absolument pas dupes de leurs grossières manœuvres. La seule solution pour eux sera de s'insérer dans la dynamique lancée et de s'y faire reconnaître en abondant dans notre sens le mieux qu'ils peuvent.
Banderole adoptée : «Refusons le chômage, la précarité, l'exploitation. Contre la politique antisociale du gouvernement. Solidarité avec les immigrés.» Après l'AG, nouvelle occupation du carrefour avec les lycéens.
La FIDL et SOS Racisme se sentent très animateurs. Puis arrivée des anars pour «redémocratie-directiser» le tout, et enfin constitution de deux chaînes en arrivant à Denfert pour ne pas manifester avec le camion-sono de la majo de l'UNEF-id qui y croyait très fort.
Grosse majorité de lycéens derrière la banderole. Carré de tête avec percus. Après la manif, plus de dynamique assez forte pour retourner à Tolbiac occuper : trêve du week-end.

Lundi 28.

Matin tranquille, puis débrayage. Très peu de cours d'amphis.
12h AG amphi N(ouille).
Beaucoup de monde. Malheureusement la teneur du débat laisse un peu à désirer, car beaucoup prennent un plaisir certain à s'écouter parler. On propose des commissions et un certain nombre d'actions possibles. Puis on fait le tour à 2 de tous les gens installés dans l'amphi pour qu'ils s'inscrivent. Vote de la grève générale puis de l'occupation la nuit, avec fac ouverte aux sans-abris, par 700 et 400 étudiants. Entrée de Socialisme international, qui veut (fort mal à propos) bloquer les ascenseurs pour rendre la grève totalement effective. Ils font avorter l'AG (avec l'aide du président de séance, un militant de l'UNEF-id), y vont à 20 puis lâchent l'affaire au bout d'un quart d'heure, avec l'arrivée des vigiles.

LA TENEUR DU DÉBAT LAISSE UN PEU À DÉSIRER, CAR BEAUCOUP PRENNENT UN PLAISIR CERTAIN À S'ÉCOUTER PARLER

Durant l'après-midi, discussions dans l'amphi N. Pas d'actions sinon le débrayage. À Jussieu, la rue est bloquée par 200 personnes. Manif pour le logement où partent vingt personnes de Tolbiac.
Le soir : chorale musicale interactive dans l'amphi N avec étudiants et précaires et sans-abris. Contacts avec la coordination des sans-abris, qui étaient déjà venus vendredi. Les pompiers de la

• Retrait de la loi quinquennale.
• Amnistie pour les manifestants inculpés.
• Contre la répression policière, dissolution des BAC.
• Rapatriement des 2 expulsés.
• Abrogation des lois Pasqua.
• Retrait de la circulaire Sauvé-Marchand relative au «sérieux et à la réalité des études des étudiants étrangers».
• Solidarité avec les sans-abris.
• Condamnation de toutes les négociations faites avec le gouvernement.

fac font la «danse de la savate» dans le hall.
Dinh pète ses plombs, refuse d'ouvrir la grille aux pompiers venus chercher un SD tombé dans l'escalier de l'amphi N. Deux personnes amènent le SD à la porte en lui faisant la «chaise».
Atelier jonglage et jeux de rue, coin baba cool-encens, recoin «chants révolutionnaires» unitaire (j'en rigole encore tellement c'était hypocrite !)
À minuit, réunion expresse dans le hall. Occupation par 50 personnes.

Mardi 29.

Peu de monde le matin. Puis les scalpeuses de choc commencent à descendre plein, plein de chaises, ce qui attire plus de monde, et le hall et les carrefours stratégiques sont envahis par les chaises. Colère de Dinh.
À 12h, AG amphi N(octambule).
Encore plein de monde. On revote la grève et l'occupation. Puis histoire de bouger un peu vue l'inertie de la veille on propose une manif sauvage. On retourne occuper la rue puis le carrefour, et c'est parti ! Direction Saint-Hippolyte, fac de droit appartenant à Paris 1 comme Tolbiac, où on fait une grosse agitation. On est suivis par quelques dizaines d'étudiants, ce qui fait quand même plaisir, les facs de droit étant souvent longues à la détente. Ensuite direction Censier. On arrive, les vigiles ferment les portes. On se précipite vers celle de la bibliothèque encore ouverte, bousculade. Pendant ce temps la porte de derrière est rouverte. Les gens s'engouffrent et partent pour un tour des TD frénétique. Finalement, on est encore plus nombreux à repartir pour Jussieu (un millier environ). Arrivés, l'euphorie recommence. On se précipite dans les amphis 34, les gens escaladent les tables, crient et sautent (même les militants de l'Unef-id qui ont tout à fait perdu la tête).
Après cet épisode, direction la Sorbonne. Là-bas, flicage assuré. Effectivement, la fac est barricadée et personne ne peut plus entrer ni sortir. Un rassemblement se tient donc devant la Sorbonne, puis les gens retournent sur Tolbiac. À des étudiants de la Sorbonne qui demandaient aux vigiles pourquoi les fachos du REP rentraient comme ils voulaient et les étudiants grévistes non, il fut répondu «Eh bien c'est parce que les fachos ici ils sont chez eux.» Sympathique !! Le soir réoccupation avec avant un concert punk-destroy.

Mercredi 30.

Journée ensoleillée.
Dinh a fait remonter toutes les chaises par les IATOSS au petit matin. Après une discussion avec deux syndiqués, il redescend pour dire que les salles de TD seront fermées à clé quand il n'y aura pas cours, qu'il est désolé, que c'est pas lui mais la présidence de la fac. Gueulant, on le menace de lui casser ses portes ou de les bloquer : au bout d'une demi-heure la descente des chaises a repris, avec plus d'enthousiasme que jamais. On fait d'énormes amas dedans et dehors. Il fait super beau. L'amphi N(alement) est rempli pour l'AG à midi. On y discute de nos revendications, de l'importance de la loi quinquennale, et du CIP qui n'est que l'arbre qui cache la forêt.
À 14h, concert de Mister Gang dans l'amphi N(ominal) bourré à craquer.
Dans l'amphi L s'engage une discussion avec les militants et les étudiants investis dans le mouvement, sur la démocratie directe et l'autogestion.
À la fin du concert branle-bas de combat : il faut aller occuper la rue pour partir à Saint-Augustin, où il y a une manif pour le rapatriement des deux lyonnais expulsés. Le soleil est dans la fosse et pas sur la rue : les diandiants veulent pas sortir !
Puis quelqu'un écoute la radio : le CIP est retiré !
Tout le monde se regarde d'un air frustré et ennuyé : déjà ! Une AG expresse sur la rue décide que rien n'est fini : la manif du lendemain est maintenue, les 2 expulsés sont toujours en zone internationale à Alger et les manifestants arrêtés et condamnés ne doivent pas être oubliés.
Départ de 20/30 personnes seulement pour Saint-Augustin, où se regroupent 150 personnes.
Le soir : concert des copains de Mamadou, plein de monde.

Jeudi 31.

Les syndicats enseignants et IATOSS CGT, Snesup et Sgen avaient déposé un préavis de grève pour la journée.
12h AG amphi N(énuphar). Une coordination étant prévue le soir, discussion sur le mandat de Tolbiac. On a repris les positions adoptées en AG depuis le début. Le mandat a été voté avec une unité vraiment touchante (!), heureusement que c'étaient nos mots d'ordre ! (cf. tableau)
Appel à tous les gens à venir en observateurs, puis élection des délégués : Stéphane (Génération Écologie), Madjid (Spont'ex), Nadège (Unef oppo), Véro (Scalp), Grégory (Unef-id majo).
Puis vote sur la banderole pour la manif, mais tissu trop petit pour contenir tout le texte !
Après l'AG, réinvestissement de la rue, puis départ bordélique en manif. On rejoint en cortège la tête de manif au niveau de Gare d'Austerlitz, puis on s'incruste dès qu'on peut, légèrement noyés par les appareils et les camions-sono fort puissants de l'Unef BN et de SOS Racisme.
Arrivée à Denfert que faire ? Sur la place ça partait dans tous les sens alors SOS qui s'était improvisé SO qu'est-ce qu'y font ? Eh ben «Ah la la la la on tient plus rien, misère, ma mère, allez on dissout on va les laisser se faire taper dessus et embarquer ces petits cons, allez : on dissout.»
La dissolution étant annoncée, (le début de la manif venait à peine d'arriver à Denfert et la large majorité continuait d'arriver), les flics ont eu le droit de charger et de ramasser (300 personnes tout de même !). Bordel généralisé, lacrymos à gogo, chacun est parti par l'issue qu'il a trouvée ; et puis on s'est retrouvés devant Tolbiac... fermée ! Profitant de notre promenade, l'administration avait évacué la fac à 17h pour «nettoyage». Mon œil ! Dinh a probablement voulu signifier que ça suffisait, mais rien n'y fit...
Le soir, à Jussieu, coorde bidon organisée par de petits politiciens en herbe venus qui pour faire passer son texte pour la journée du 7 (Unef BN), qui pour magouiller, (Unef-id majo), qui pour bor-

Grève générale à Tolbiac

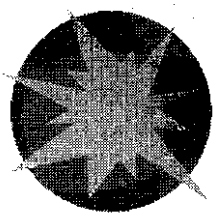
déliser (SOS-Racisme tendance indépendant et démocrate). Stoppard, le dauphin de Campinchi, a d'ailleurs malencontreusement glissé sur une peau de banane sur le parvis... Au début, un pseudo-SO essaya d'empêcher les observateurs de Tolbiac de rentrer, ce qui fut vite réglé au son de «P comme pourri, S comme salaud...» Les délégués de Tolbiac descendant à la tribune et s'insurgeant contre la tournure que prenait la coorde ont gracieusement demandé aux gens non-intéressés de sortir. La pseudo-coorde, ressemblant plus à une inter-fac, commença alors avec des délégués de Clermont-Ferrand, Nantes, Montpellier, Tolbiac, et des étudiants d'autres facs de Paris. L'appel de Nantes fut lu et applaudi, il fut alors décidé de le présenter dans les AG et de rester en contact avec les facs présentes.

Vendredi 1.

12h, amphi N(ian-nian) fermé, ligne de vigiles devant et tout, tout le monde démuni, «Mais keskonvafère ?» 2 copines chez Dinh, qui refuse d'ouvrir l'amphi. Alors bibi, avec son méga rouge. «Alors voilà, la police nous empêche de manifester et réprime, l'administration de la fac se la joue de la même façon ? Ah mais non! On veut la faire cette AG ? Alors 3 choses : soit on va dehors (il pleuvait), soit on campe ici, soit on pousse et on prend l'amphi.» «Oouaaaais !!!»
3 minutes après, les portes sont ouvertes, tout le monde s'installe. Légère embrouille avec les gestionnaires du Betar, qui voulaient avoir cours, puis reprise de l'AG. Bilan de la veille. Une scalpeuse de Nantes vient nous faire un résumé et un état des lieux de la mobilisation là-bas. L'appel de Nantes est adopté par l'AG.
Départ groupé pour le tribunal où doivent passer les flagrants délits, mais retard : les audiences ne commencent qu'à 19h30. Des peines de prison avec sursis et des amendes furent distribuées pour des délits tels que «bras d'honneur adressé aux forces de l'ordre».
Soir : discussion, débat dans l'amphi N(ectar).

Lundi 4.

12h, AG dans l'amphi K.
Ca sent la fin, il y a peu de monde et beaucoup de gens qui sentent fort la récup. L'AG n'est pas structurée, tout le monde s'en fout, bref, ça suffit.
14h, rassemblement place Saint-Michel pour soutenir les manifestants emprisonnés et demander leur amnistie. Il y a peu de monde, et le cortège part devant le Palais de Justice. Le soir, tentative pour intégrer les gens qui veulent encore bouger dans des commissions, ça marche pas très fort, et finalement seul le journal va naître.
Les AG se sont toujours prononcées très vigoureusement contre Pasqua et ses lois. Début mai a été organisée une semaine d'information et de débats contre les lois Pasqua et toutes les lois restrictives à l'égard des immigrés (bien antérieures à Pasqua, n'est-ce pas le PS !).
De plus, nous devons vivre une véritable solidarité avec les étudiants étrangers, dont le quotidien est de plus en plus difficile. Vivre avec sans cesse la menace de l'expulsion et le regard de la préfecture de police est inadmissible, mais les étudiants étrangers tous seuls ne pourront pas faire cesser ça. Il faut que tous nous soyons assez forts et nombreux pour renverser ce fonctionnement et, à plus long terme, la logique xénophobe dans laquelle la société française s'installe par l'intermédiaire de ses législateurs et de ses fonctionnaires zélés. ✷



RENNES

ÇA NE FAIT QUE COMMENCER...

Depuis 1986 et la contestation de la loi Devaquet, Rennes n'avait plus connu de mouvement étudiant fort et mobilisateur. Cet endormissement de la révolte a eu pour conséquence la perte presque totale des traditions de lutte à l'intérieur de l'université, que montre bien la faiblesse actuelle des différents syndicats et organisations politiques.
C'est peut-être pourquoi la contestation radicale de ce printemps est apparue aussi séduisante à la majorité des étudiants rennais, suscitant un mouvement d'adhésion aux thèmes favoris du Scalp. La faiblesse des organisations traditionnelles (PC, PS, JCR) a eu pour conséquence positive de ne pas transformer le Comité de grève ou l'AG en un panier de crabes stériles. Ces différentes raisons, cet enthousiasme collectif, mais aussi la dynamique actuelle du SCALP et des libertaires rennais ont fait que nous nous sommes souvent retrouvés en première ligne de la grève. Ainsi nos mots d'ordre, nos idées, nos pratiques ont été largement repris.
Mais revenons aux faits. Pendant deux semaine de jour comme de nuit, nous avons occupé l'université de Rennes II, la transformant en un lieu de contestation et de dialogue, autour de trois thèmes principaux : le travail, la répression policière, les lois racistes. Dès les premiers jours, nous avons choisi d'aborder le problème du CIP afin d'élargir la contestation aux bases profondes du malaise des jeunes. La remise en cause de la politique du gouvernement et plus largement des solutions habituelles des partis de Pouvoir est donc naturellement devenue l'axe de réflexion de l'AG. Au bout de ces deux semaines très denses, un vote négatif nous a contraints à cesser la grève (le CIP était déjà retiré depuis une semaine).
Mais le bilan est positif. D'abord, le retrait du CIP en cours de grève a montré aux Rennais que la lutte paye. Ensuite, et c'est peut-être le plus important, une dynamique est enclenchée, la contestation se poursuit sous la forme d'une association autogérée qui a pris le nom «Ça ne fait que commencer !»
Dès l'annonce du CIP, les AG sont organisées à Rennes II, peu suivies. L'expérience de novembre-décembre avait déjà été un échec. Le jeudi 24 mars, une manif est organisée. Dès le début, les flics en civil entament les hostilités en essayant d'interpeller un militant du Scalp. Un attroupement rapide les en empêche... Durant la manif, le cortège anar est entouré par une dizaine de baraques, sans qu'il y ait d'incidents. Enfin, juste avant la dissolution du cortège place de la mairie, une personne de la CNT est arrêtée, frappée, emmenée au commissariat (en bas de la place). Très vite, les gens se rassemblent, réclamant une libération, et font voler quelques œufs.

ET APRÈS ?

APRÈS LE CIP, ALLONS-NOUS ATTENDRE UNE NOUVELLE MESURE DU GOUVERNEMENT EN FAVEUR DU PATRONAT ? SOUS COUVERT DE LUTTE POUR L'EMPLOI, IL ATTAQUE NOS ACQUIS SOCIAUX : TUC, CES, CONTRAT DE PRÉCARITÉ DIVERS, RMI, CHÔMAGE. EN 20 ANS DE GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS, DE DROITE COMME DE GAUCHE, L'ÉTAT ET LE PATRONAT ONT PRÉCARISÉ LA MOITIÉ DE LA POPULATION ACTIVE. QU'AVONS-NOUS À ATTENDRE D'EUX ? UN NOUVEAU CONTRAT D'ALINÉATION INDIVIDUELLE ? AU NOM DE LA LOGIQUE CAPITALISTE, ON FOULE AU PIED L'INDIVIDU ET SES DROITS. QUOI DE PLUS NORMAL QUE CHAQUE PERSONNE PUISSE BÉNÉFICIER D'UN REVENU, D'UN LOGEMENT, DE LA GRATUITÉ DE LA SANTÉ, DE L'ÉDUCATION... DANS UN MONDE COMME LE NÔTRE, LES NOUVELLES TECHNOLOGIES NOUS PERMETTENT DE RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL, SANS PERTE DE SALAIRE. NOUS AVONS TOUS UNE PLACE DANS UNE ÉCONOMIE SAINE ET RESPECTUEUSE DES INDIVIDUS.

CONCRÈTEMENT, DES SOLUTIONS ET DES PROJETS EXISTENT. LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE PRODUCTION SONT DES STRUCTURES PERFORMANTES OÙ TOUS LES ACTEURS SONT SALARIÉS, MANDATÉS POUR LES POSTES IMPORTANTS. LES M2 SOCIAUX PRÉVUS DANS LES CONSTRUCTIONS HLM SONT TROP SOUVENT INOCCUPÉS, UTILISONS-LES. RÉQUISITIONNONS LES LOGEMENTS VIDES. DANS LES LYCÉES, REPRENONS LES FOYERS DES ÉLÈVES GÉRÉS PAR L'ADMINISTRATION. CRÉONS DANS LES FACS DES LIEUX DE VIE ET D'EXPRESSION AUTOGÉRÉS, OUVERTS À TOUS POUR DÉBATTRE, CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES, PROPOSER DES PERSPECTIVES.

L'AUTOGESTION EST UNE RÉALITÉ CONCRÈTE. C'EST LE MOYEN QUE NOUS NOUS DONNONS POUR GÉRER NOTRE VIE, BASÉ SUR NOS BESOINS, DANS DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES, FONCTIONNANT PAR MANDATS IMPÉRATIFS, RÉVOCABLES, PERMETTANT UN CONTRÔLE EFFECTIF, SUPPRIMANT AINSI LE POUVOIR ET TOUTE RÉCUPÉRATION POLITIQUE.

SECTION CONTRE ATTAQUE AUX LOIS PATRONALES
SECTION CONTRE ATTAQUE AU LIBÉRALISME ET AU PRODUCTIVISME
RENNES

Il est libéré au bout de 20 minutes ; 20 minutes pendant lesquelles les CRS ont pris position. Inévitable donc, 5 personnes seront arrêtées suite au carton avec les forces du Pouvoir. Plus tard dans la nuit, les CRS continuent à ratonner ; ainsi

vers 21 heures, une cinquantaine de jeunes réunis autour d'une guitare se font charger (sans sommation) et bien tabasser.

Le lundi 28 mars, les gens se demandent «Que cherchent-ils à faire ?». Une première AG est convoquée à 12 heures 15. Les 300 personnes présentes dont deux Nantais (merci à eux) décident de reconvoquer une AG le jour même et si possible de voter la grève.

GRÈVE AVEC OCCUPATION

Toute l'après-midi donc, une chenille humaine, bras-dessus bras-dessous, débraye les amphis. À 15 heures 30, une seconde AG avec cette fois plus de 1500 personnes. L'intervention des Nantais est chaleureusement accueillie. Le récit des répressions policières, l'information sur les deux jeunes Lyonnais et sur la loi quinquennale dont fait partie le CIP décident l'AG à voter la grève avec occupation des locaux.

Les mots d'ordre sont :

- retrait inconditionnel de la loi quinquennale
- libération et amnistie de tous les interpellé(e)s et Pasqua démission !
- abrogation des lois Pasqua sur l'immigration

L'amnistie des condamné(e)s a été l'un des éléments les plus motivants. Outre les 5 premières personnes (procès le 28 avril), 5 autres (4 étudiants et un chômeur) ont été arrêtées au soir du jeudi 7 avril. Ce jour-là, les locaux de FR3 et *Ouest France* ont été repeints, de même que la place de la mairie. Pour finir, le commissariat a subi le même sort. Évidemment, rebelotte, les CRS ! Quasiment tout de suite, une petite charge fait reculer la foule.

Une partie du cortège, dont les libertaires, choisit alors de regagner la fac. Pourquoi ? Parce que les fins de manif sont toujours pleines de civils ; pour les militants en particulier, les éviter c'est éviter la répression. D'ailleurs 3 flics ont tenté d'arrêter un manifestant qui rentrait chez lui. Là encore, nous l'avons récupéré.

Après ça, plus ou moins spontanément on s'est accrochés les uns aux autres, formant plusieurs chaînes se suivant de près. Une preuve de plus que l'union fait la force ! Arrivés à la fac, nous apprenons que ça cartonne en ville. Au moins 5 personnes sont arrêtées et tabassées par des flics en civil (sans brassard). Sur les 500 personnes présentes, 300 prennent leurs affaires en main et reforment les chaînes pour cette fois descendre sur l'Hôtel de Police.

Là-bas, sitting pacifique, calme mais ferme et décidé. Sur les 5 interpellés, 3 sont libérés et poursuivis (procès le 9 mai). Les accusations vont de l'insulte à la violence physique. Les avocats qui ont consulté les dossiers ont d'ailleurs remarqué que d'après les dépositions des flics, certains d'entre eux étaient partout à la fois... Une personne sera libérée après avoir été sérieusement tabassée, moyennant quoi elle ne sera pas poursuivie.

La commission anti-répression a bien fonctionné. Elle suit d'ailleurs toujours ces histoires avec attention. D'autre part, elle s'occupe d'informer sur les politiques sécuritaires, le flicage, etc.). À travers la répression, beaucoup ont découvert une facette de la société cachée au grand public. Voir des procès qui sont des parodies de justice (comme à Nantes), voir les inégalités devant la loi selon tes origines sociales ou géographiques, ça réveille !

Cette radicalisation s'est accompagnée d'une large réflexion sur la division que pratiquent les médias entre étudiants et casseurs, entre travailleurs et chômeurs, etc. Dès le départ, un ras-le-bol général. Par dessus ce ras-le-bol, à travers les débats

collectifs, les discussions autour d'un café ou d'un bouquin, les logiques à l'œuvre derrière le CIP, derrière l'expulsion des deux Lyonnais ont été décryptées.

RECRÉER DES ESPACES AUTONOMES D'ÉCHANGES

Cet aspect est essentiel dans le mouvement à Rennes comme ailleurs. Non seulement nous avons su nous donner des structures permettant à chacun d'être acteur de sa vie sociale, mais nous avons (à notre échelle) recréé des espaces de débats, d'échanges, de prises de position, même s'ils sont imparfaits. Les grévistes ont redécouvert la communication et la volonté de rencontrer d'autres milieux (chômeurs, travailleurs...). De la contestation du CIP, nous sommes arrivés à celle, très vive, de la loi quinquennale. À partir de là, «nous avons reconnu le libéralisme et le productivisme comme une des causes centrales de nos malheurs» (tract de l'AG du 14 avril 1994).
De même, l'expulsion des deux Lyonnais a provoqué une prise de conscience importante par rapport aux droit des étrangers. La conférence du Comité contre les expulsions, avec France Terre d'Asile et le GASPROM, a bien sûr pointé du doigt la politique raciste du PS, sans nier que les lois Pasqua embrayaient la vitesse supérieure, pour reconstituer devant les 150 personnes présentes les logiques (forteresse Europe, développement séparé...) qui expliquent la ressemblance gauche-droite en matière d'immigration. Actuellement, on ne peut pas dire qu'une vision mondialiste ait émergé, mais elle est en constitution car «nous nous sommes réappropriés la politique, cette science de la liberté» (tract AG 14 avril 1994).
Dans ce cadre, nous avons bien sûr essayé de nous rapprocher des syndicats. Fort intéressant, l'anti-syndicalisme primaire a été souvent dénoncé. D'ailleurs, les différents syndicats ont tenu en commun une conférence sur la loi quinquennale. En fait, ce sont surtout le SGEN-SUP et la CGT qui étaient plus ou moins présents (tirage de tracts gratuits, etc). La CFDT et FO ainsi que les autres, brillaient par leur absence.
Autre aspect encourageant : la critique des médias. Tout d'abord refusés le premier jour, ils sont acceptés à partir du vendredi 1er avril. Entre-temps, un débat avait eu lieu permettant à chacun(e) de voir la distance qui dépare l'information et le traitement de l'info. Lorsque le vendredi soir nous avons envoyé une délégation à FR3 pour faire entendre nos mots d'ordre, la seule chose qui a filtré au 20h fut «la grève continue à Rennes II». À côté de ça, *Ouest France* donnait quasiment libre-accès aux anti-grévistes et à l'UNEF-ID. De plus, tous les jours de la seconde semaine, *Ouest France* a pris la liberté d'annoncer une reprise des cours. Ce ne sont pourtant pas nos deux Fax quotidiens qui l'annonçaient, bien au contraire ! ✷

Rennes
le 20 avril 1994

CHRONOLOGIE

Dès l'annonce de la sortie du CIP, il y a eu plusieurs Assemblées générales à Rennes II, peu suivies pendant les premières semaines.

LUNDI 28 MARS
Suite aux manifestations des jeudi 24 et vendredi 25 mars où a sévi la répression policière, la mobilisation s'amplifie. 12h15 : 1ère AG, projet d'une grève également à Rennes II, débrayage des amphis. 15h30 : 2ème AG, environ 1500 personnes, récit des répressions policières et informations sur l'expulsion des deux Lyonnais ; information sur la loi quinquennale, dont fait partie le CIP, vote de la grève avec occupation des locaux, vote des revendications. Soirée : négociations avec l'administration, déménagement du mobilier, occupation des locaux.

MARDI 29 MARS
7h45 : Mise en place des piquets de grève, 9h : AG (les examens sont gelés, débats de fond : une société plus humaine). 12h : débat sur le partage du travail avec Rémi (chômeur, gréviste de la faim). 14h : manifestation, blocage des quais. 19h : AG, bilan ; parole à un représentant lycéen.

MERCREDI 30 MARS
10h : AG. 15h : conférence sur le travail. 16h30 : Projection du film themroc. 17h : annonce officielle de l'abrogation du CIP. 19h : AG. 21h à minuit : débat sur le travail en présence d'étudiants, de salariés, de chômeurs et d'enseignants.

JEUDI 31 MARS
10h : AG, interventions de personnes exprimant leur solidarité avec le mouvement, de représentants de deux associations de chômeurs (AC, Problème N°1), de délégués syndicaux (CGT, SNEP SUP), parole aux lycéens, à une infirmière, aux étudiants de Rennes. 11h30 : conférence sur la grève générale dans l'histoire par un professeur de l'université. 14h : départ du défilé, place de la mairie, 10 000 manifestants. 17h : concert et distribution de tracts organisés par l'UNEF-ID sans concertation avec l'AG, brisant le départ de la seconde manifestation, unitaire cette fois-ci avec les syndicats de travailleurs, les associations de chômeurs... Dénonciation de cette tentative de récupération, réaffirmation de l'autonomie du mouvement. 18h : manifestation unitaire et solidaire avec les syndicats de travailleurs, les associations de chômeurs. 20h : AG difficile, fatigue et énervement se font sentir ; débat sur les médias, l'autorisation de filmer est décrétée.

VENDREDI 1er AVRIL
11h : AG en présence des médias. La grève est votee à Rennes I et reconduite à Rennes II. Réaffirmation des mots d'ordre. L'occupation nocturne se limite désormais aux débats et non plus à la fête. 13h à 16h : travail intensif des commissions. 16h : AG, négociations avec l'administration sur l'occupation des locaux, action engagée auprès de France 3 : envoi d'une délégation avec un communiqué (Refusé).

WEEK-END
Distributions de tracts (marché, course cycliste...)
Groupe de travail sur la loi quinquennale.
Accueil d'un groupe de Rennes I.
Présence de personnes extérieures à l'université qui s'impliquent dans le mouvement.
Visite d'un pigiste du Télégramme de Brest.

LUNDI 4 AVRIL
20h : AG.

MARDI 5 AVRIL
7h : installation des piquets de grève. 9h : conférence «étudiants grévistes : est-ce possible ?» 10h : AG. 12h30 : AG aux lycées de Cesson et de la Poterie. 14h : débats sur les lois Pasqua et le code de la nationalité. 15h : conférence sur la loi quinquennale avec la CGT, la FSU et AC. 16h30 : AG, la grève est reconduite jusqu'à vendredi soir.

JEUDI 7 AVRIL
14h : manifestation unitaire avec la CGT, le SDEN-GT, AC-Problème N°1, la FSU, départ place de la mairie. 17h : fin de la manifestation. 18h-18h30 : violences policières, interpellations musclées et arbitraires au sein d'îlots d'étudiants pacifiques et silencieux restés en centre-ville. 19h : AG, décision rapide d'une action. 19h30 : départ d'un cortège enchaîné de 200 personnes en direction de l'Hôtel de police. 20h10 : arrivée du Président de l'université et de vice-présidents à l'Hôtel de police. 22h : libération de nos camarades. Les procès sont prévus les 6 et 9 mai. ✷

GRENOBLE

À Grenoble, la mobilisation anti-CIP a démarré avec la manif unitaire du 17 mars. La première semaine de réaction à la publication du décret sur l'insertion professionnelle des jeunes, du 7 au 12 mars, avait bien vu naître ici les premières AG étudiantes, les premières intersyndicales, le premier rassemblement, mais dans l'ensemble, Grenoble était encore en vacances, les lycéens notamment n'ayant pas encore repris les cours. Mais le 17 mars, environ 10 000 personnes se retrouvent dans la rue pour exiger le retrait du CIP, le droit au travail pour tous, etc. De façon dispersée puisque l'ordre de passage des orgas était bouleversé. En début de manif, on trouve les bannières des syndicats, des enseignants, ouvriers, et les banderoles des facs, des IUT et, pour la première fois réunies massivement, celles des lycées et des collèges d'enseignement technique, CET. Le comité de chômeurs, qui présente son action pour les transports gratuits en faveur des chômeurs et précaires et le Collectif Agir contre le chômage étaient présents. Au long de son parcours, la manif semble laisser de la place, un peu en marge, un peu sur les trottoirs, pour ceux qui ne sont ni salariés, ni syndiqués, ni étudiants, ni lycéens. Au moment de la dispersion, un appel à se retrouver le lendemain, vendredi 11 à la même heure et au même endroit, circule dans les rangs lycéens et étudiants.

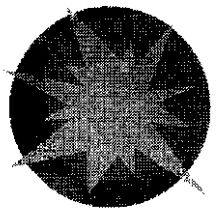
En fait, pour les lycéens notamment, ce sera le début. Comme dans les CET, ça discute tous les jours et ça commence à bouger. En ville et en banlieue, des petits groupes se forment devant les grilles des bahuts, surveillés de près ou de loin par une voiture de police. Pendant la semaine du 21 au 25 mars, les tournées de lycée en lycée se multiplient. Les débrayages et les sorties en ville spontanées aussi. Tous les jours le centre de Grenoble voit débarquer des lycéens de banlieue venus appeler, parfois devant les portes verrouillées et fenêtres fermées, les lycéens de Grenoble à sortir avec eux. La police les accompagne souvent, mais reste discrète. Dans la plupart des cas, les sorties et les grèves ponctuelles sont sanctionnées par des rappels, des mises en garde adressées aux parents.

Rapidement se met en place une coordination d'action lycéenne, CAL, réunissant de 30 à 50 personnes représentant lycées et CET de Grenoble et agglomération. Elle se réunit presque tous les jours, en l'absence désirée des syndicats étudiants qui avaient proposé leurs services. Le plus clair de son temps est consacré à la coordination de mouvements épars et spontanés, à tirer le bilan de la mobilisation, à organiser les actions et manifs à venir, à faire le lien avec les étudiants, les IUT voire les syndicats qui ne rechignent pas à filer des coups de main matériels aux «jeunes». Les discussions sur le fond se tiennent plus dans les cours des lycées que dans le cadre des réunions de coordination, mais c'est un même mouvement, et ces dernières sont le reflet des premières. Mais dans les deux cas, il y a beaucoup de positions implicites. Implicite le rejet des processus d'insertion qui font porter le poids du chômage à ceux qui ne travaillent plus ou pas encore ; implicite la dénonciation du leurre de l'intégration par l'école, faite de diplômes qui seraient des ponts vers l'emploi alors qu'il n'y a pas de création de poste... et sans surprise pour les lycéens de Grenoble la position en trois points de la coordination nationale lycéenne qui claque la porte du bureau de Balladur le 28 mars : 1, retrait du CIP, 2, libération des interpellés dans le cadre des manifs 3, retour des deux jeunes Lyonnais expulsés le 24 mars. C'est presque sans débat que la coordination se reconnaît dans ces revendications prioritaires. Sans doute à Grenoble les lycéens ont-ils pu adopter l'exigence de libération des interpellés d'autant plus facilement qu'il s'agit pour eux de solidarité : ici aucune arrestation n'a eu lieu, et sur le parcours des manifs, la police est invisible. Carignon, en campagne pour les cantonales, soigne son image de ministre de la communication. Mais elle trouve rapidement ses limites dans le constat d'un impossible dialogue avec les 10 000 jeunes, principalement lycéens, venus pique-niquer sous les fenêtres de la mairie le 25 mars. Là, toutes les tentatives de discussion au calme avec une «délégation représentative», avortent. Et les jeunes repartent en manif dans le centre ville, devancés par un motard isolé chargé de faire la circulation. Un arrêt devant la préfecture pour réclamer le retour des deux jeunes expulsés la veille, un terminus à la gare avec une occupation de principe qui vaudra dispersion.

Côté étudiants, le déclic n'aura réellement lieu qu'à la veille du retrait du CIP, le 30 mars. Auparavant, le comité de mobilisation étudiant est constitué d'une soixantaine de personnes en moyenne, syndiqués (UNEF-ID, CNT) et non-syndiqués pouvant atteindre 2 à 300 étudiants lors de certaines AG ou pour les manifs. Avant tout attentif à l'évolution et aux exigences de la mobilisation lycéenne, le comité étudiant situe le CIP dans la lignée de contrats d'insertion tels les TUC ou les CES et fonde ses positions sur le droit au travail pour tous et la réduction du temps de travail. Mais c'est donc dans la dernière semaine de mobilisation que les interventions dans les amphis se multiplieront et porteront leurs fruits, culminant avec une AG de 400 personnes le 30 mars. Elle se partagera entre analyses mises à plat des positions exprimées, organisation de la montée à Paris prévue pour le 1er avril et soutien à la manif organisée le soir-même face à la préfecture pour le retour des jeunes Lyonnais et la libération des interpellés. Le retrait du CIP mettra un terme à ce premier sursaut. Dans les IUT de l'agglomération, les «anti-CIP» n'auront pas la tâche facile. Dès les premiers jours, des comités se mettent en place et font le lien avec la coordination nationale à Paris (des IUT) et avec étudiants et lycéens du coin ; mais au sein même des IUT, l'écho de la contestation du décret est assez faible. Là aussi il faudra attendre la dernière semaine, du 28 mars au 1er

avril, pour voir des AG de 500 personnes, deux IUT en grève, la gare occupée le 30 mars en prévision des voyages à Paris des jours suivants.
C'est aussi le 30 mars qu'était organisé un rassemblement pour le retour en France de Mouloud Madaci et Abdel Hakim Yousi et la libération des personnes interpellées dans le cadre des manifs anti-CIP à l'initiative de Solex-campus (solidarité expulsions, né sur le campus à l'automne dernier). Notamment défendue, la légitimité de chacun à manifester sa colère et son refus de toutes les formes d'exclusion. Notamment refusée la stricte tolérance de la présence en France des personnes d'origine étrangère à condition qu'elles se taisent et disent merci. Le rassemblement trouve un soutien à côté du comité de mobilisation étudiant et de la coordination lycéenne, auprès des associations algériennes, marocaines, d'associations de quartiers, de certaines MJC, des antiracistes, etc. Et 2 à 300 personnes se retrouvent face à la préfecture. Une coordination avait été recherchée avec Lyon, Nantes et Paris pour faire entendre une position claire sur la question, le même jour à la même heure...
Quelques jours avant, le samedi 26 mars, le comité de chômeurs organisait un rassemblement prévu de longue date, pour les transports gratuits en faveur des chômeurs et précaires, sa première manifestation publique de ce type. Un appel avait été diffusé lors des manifs du 17 et 25 mars, et plutôt bien reçu ; mais le jour dit, seulement une quinzaine d'étudiants sont venus renforcer les rangs de la cinquantaine de chômeurs présents. Peut-être l'objet de l'action (les transports) ne facilitait-il pas la convergence des préoccupations ; mais en tout état de cause, pendant le mois de mobilisation et hormis les intersyndicales, le lien entre les différentes luttes contre l'exclusion sociale est resté assez marginal.
Le 1er avril, jour de la «montée finale sur Paris», l'annonce du retrait du CIP avait déjà réduit le nombre (évalué à 2000) de ceux qui avaient prévu de faire le voyage. Quoi qu'il en soit, les CRS, en place dès 5h30 du matin à la gare, empêchent les manifestants d'occuper les wagons, et seuls auront pu partir ceux qui avaient pris la précaution d'être là une heure avant, soit 200 personnes.
Depuis, la coordination d'action lycéenne s'est constituée en association permanente, et prévoyait dans un premier temps de suivre de près la journée de grève nationale intersyndicale prévue pour le 7 avril 1994.
Quant au comité de mobilisation étudiant, il a voté à l'unanimité sa transformation en comité «AC/Agir contre le chômage» - campus : une première AG d'information et de présentation, animée par AC Grenoble et le comité de chômeurs, a eu lieu le 14 avril. Et de là devrait prendre forme des pôles de revendication propres aux étudiants et les modes de participation à la marche contre le chômage prévue à Grenoble le 23 avril et 4 jours suivants. ✳

Grenoble



DÉFENDUE, LA LÉGITIMITÉ DE CHACUN À MANIFESTER SA COLÈRE ET SON REFUS DE TOUTES LES FORMES D'EXCLUSION. REFUSÉE LA STRICTE TOLÉRANCE DE LA PRÉSENCE EN FRANCE DES PERSONNES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE À CONDITION QU'ELLES SE TAISENT ET DISENT MERCI.

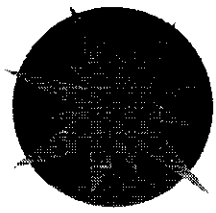
LYON

LES RENDEZ-VOUS DE LA PLACE BELLECOUR

FORTE MOBILISATION DANS LES LYCÉES DE BANLIEUE

Difficile de tenter une analyse du mouvement anti-CIP à Lyon. Déjà, parce que comme dans d'autres endroits, il a débordé à plusieurs moments du seul refus du CIP. Et il serait, à mon avis, mal venu d'en tirer une analyse sur-optimiste au regard de la très forte mobilisation et détermination du mouvement. Il a été en tout cas révélateur du malaise social ambiant que subit, entre autre, une partie de la «jeunesse», scolarisée ou non. Mais qu'en restera-t-il, est-il pour autant porteur d'avenir et constitue-t-il une rupture ? C'est peut-être un peu tôt pour se prononcer. Il y a eu expression de ce malaise, mais à des niveaux et degrés différents selon les «jeunesses». Et surtout qu'en sortira-t-il, après cette expression «spectaculaire» de ce malaise ?
Alors, à défaut d'une analyse, voici quelques faits et aspects marquants, ainsi que quelques impressions sur ce joli mois de mars lyonnais. Le premier trait dominant du mouvement est qu'il fut essentiellement lycéen. Ce sont les lycées et les LEP qui ont fourni le plus gros (et largement) des «troupes». Jeunes précaires et chômeurs étaient là aussi, comme ailleurs. Mais c'est plus difficile à mesurer.
Au niveau des facs, la mobilisation a été relativement faible, sans envergure (il n'y avait qu'à voir les faibles cortèges des universités comparés à ceux des lycéens lors des manifs). Et pour le moins pas très dynamique. D'ailleurs, il n'y a même pas eu une grève digne de ce nom. Les IUT ont bougé mais dans un cadre anti-CIP *stricto sensu*. Cela n'avait rien à voir avec 1986 où le mouvement avait été très fort du côté étudiant.

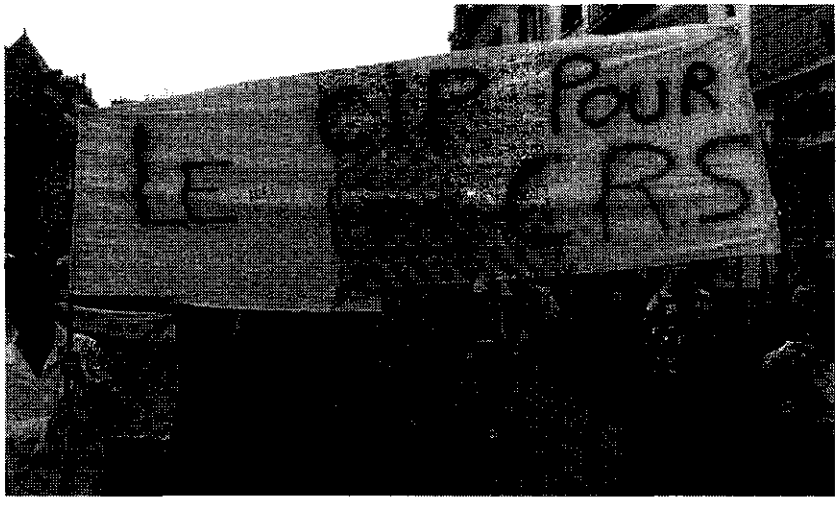
Pour en revenir aux lycéens, ce sont les lycées et les LEP de banlieue qui ont amorcé le mouvement. Celui-ci est vraiment parti de là, lui donnant son caractère le plus spontané, son impact le plus fort, débordant la seule question du CIP, exprimant un ras-le-bol plus général. Les délégations itinérantes, les manifs, les rencards Place Bellecour ont fait le reste. L'organisation du mouvement en coordination a été tardive (la 2e semaine) et pas toujours très «représentative». Et il y a eu peu d'expression autre qu'en manifs. Des revendications générales d'un «changement» (avec parfois des référence à mai 68) sont apparues mais cela ne s'est pas concrétisé et exprimé plus précisément au-delà de la présence aux manifs et du refus déterminé du CIP, même si le CIP était un prétexte pour sortir en masse dans la rue et éventuellement «s'exprimer» à travers les bastons.
Le très fort accent mis sur le retour d'Abdel Hakim et Mouloud et la libération des interpellés vient aussi des lycéens, surtout ceux de banlieue. Sans tomber bien sûr dans l'identification faite par le pouvoir et la presse «banlieue = casseurs»,



on ne peut mettre de côté à Lyon la question des banlieues. Se retrouver au centre ville pour manifester était ressenti comme un sentiment assez jouissif ; il est évident qu'on n'a pas les mêmes problème au lycée Marcel Sembat de Vénissieux qu'au lycée Ampère du centre ville où la quantité de Loden au m2 est tout de même assez impressionnante.

Mais restons clair, tout en ayant noté cela, banlieue ou pas, dans le mouvement, les manifs ou la baston, il n'y avait pas de différence, la grande jeunesse des gens y participant étant l'élément marquant.

Jeunesse et très forte mobilisation dans la rue et ce très tôt, dès le début du mouvement c'est l'autre aspect fort du mouvement lyonnais. Également quasiment dès le début, les manifs ont été très déterminées, et ont donné lieu à des affrontements avec les flics et à de la «casse». Attention, il ne s'agit pas de mythifier ou de glorifier ces manifs ou la baston en tant que telle. «Objectivement», elles sont un fait marquant de ce mouvement (ne serait-ce que par leur



nombre), surtout à son début, le lieu où s'est peut-être révélées le plus de choses : détermination, rage, colère, fun aussi, volonté de se faire entendre, d'être présent. Dès le 12 mars, une dizaine de milliers de personnes étaient dans la rue. La manif se finit sans incidents devant la Préfecture. C'est alors que 4 à 5000 personnes de dirigent vers l'esplanade séparant la gare et le centre commercial de la Part-Dieu pour un rassemblement anti-TCL (Transports en Commun Lyonnais, qui rackettent les usagers au prix de 7,50 francs le ticket). Premiers affrontements courts mais sérieux. Le ton est donné. La semaine qui suit connaît des manifs, des affrontements avec les keufs et de la «casse» tous les jours ou presque, principalement dans la presqu'île (le centre de Lyon, entre Rhône et Saône). Les manifestants sont plusieurs milliers chaque fois. Après divers parcours, ponctués «d'incidents», il y a toujours 1000 à 3000 personnes qui se retrouvent Place Bellecour, lieu de rencards permanent et informel de la journée. Beaucoup de rage dans les affrontements et la «casse» des premiers jours, c'était assez marquant. Le dispositif policier, manifestement un peu débordé au début, se renforce considérablement les jours suivants. On a même vu l'Hôtel de ville «défendu» par un groupe conséquent de gardes mobiles, Famas à l'épaule et équipé d'un canon à eau ! Il faut dire que la veille, un des nombreux groupes de plusieurs centaines de jeunes dispersés à divers endroits de la Presqu'île, s'en était pris aux vitres d'une des façades !

Difficile d'échapper au renforcement de la présence policière. Malgré tout, place Bellecour, ça continue : rassemblement, dispersion à coup de lacrymos et canons à eau, courses-poursuites, retour sur la place quand l'air redevient respirable, et rebelotte une bonne partie de l'après-midi. Il y a peu de slogans : «CRS - SS» retrouve une nouvelle jeunesse. Il y a surtout la volonté d'être là, de tenir la Place, certains pacifiquement d'ailleurs. Ceux-là restent assis sous les lacrymos et les canons à eau ! Au passage, quelques mots sur ce «pacifisme». Hormis ceux pour qui il y avait les «gentils lycéens» et les «vilains casseurs», laissons-les à leurs bêlements, il y en avait tout de même un certain nombre (dont ceux qui ont occupé la place Bellecour plusieurs nuits de suite), qui ne rejetaient pas forcément ceux qui avaient envie d'en découdre, en tout cas n'ont pas hésité à réclamer la libération des interpellés et le retour d'Abdel Hakim et Mouloud.

Le 25 mars, 40 000 personnes sont dans la rue pour le retour des deux expulsés. C'est la plus grosse manif, essentiellement composée de lycéens. Pour éviter les affrontements, le parcours évite le centre ville, chaque lycée à son SO. Malgré cela, la manif est assez impressionnante, et a la pêche. Cependant, à partir de ce moment-là, c'est la décrue des manifestations. Déjà depuis quelques jours, les affrontements s'étaient calmés et la place Bellecour était redevenu plus calme.

Le 1er avril, pour l'enterrement du CIP, il n'y a plus que 8000 personnes dans la rue. Pour revenir à la manif du 25 mars, il est à noter également que la revendication de la libération des interpellés et du retour de Mouloud et Abdel est apparu au grand jours à ce moment-là, et était très présente, au même titre que les slogans anti-CIP. Chaque lycée avait une banderole concernant les deux expulsés, dénonçant les lois Pasqua. Après la manif s'est d'ailleurs produit quelque chose de très sympa. Un millier de personnes, après l'inévitable rencard Place Bellecour, se retrouvent devant le palais de Justice où se décide le sort de quelques interpellés et de Mouloud et Abdel Hakim (le préfet est assigné par la défense, et ce procès, où l'expulsion des deux jeunes est pour la première fois remise en cause, constituera la première étape vers leur retour). Malgré une certaine tension avec les flics, tout se passe dans le calme, la majorité des gens présents ayant la volonté de rester «pacifistes». À noter que parmi les slogans les plus repris, il y avait bien sûr «Libérez nos camarades», mais aussi «La jeunesse emmerde le Front national» ! Cependant, à ce jour, on ne peut pas vraiment dire, malgré une très forte sensibilisation à sujet, qu'il y ait eu une grande continuité d'action concernant les expulsions, les lois Pasqua et les interpellation de mars.

Rapide et forte mobilisation, essentiellement lycéenne, grande intensité les premiers jours, fort accent mis sur le retour des deux expulsés, voilà ce qu'il m'a semblé le plus marquant de ce qui s'est passé à Lyon. Il me semblerait hasardeux d'en tirer une conclusion rapide sur la reprise des luttes sociales.

Il est sûr que beaucoup de jeunes ont cette fois décidé de bouger, mais beaucoup de choses restent à faire pour concrétiser ce genre de mouvement, que la relance d'une réelle dynamique sociale, et la meilleure chose qu'on puisse dire à propose d'un tel mouvement est, je crois, «à suivre» ! ✷

TOURS

UN MOIS DE LUTTE CONTRE LE CIP !

Le mouvement a débuté à l'appel des différents syndicats que l'on n'a plus entendus ensuite pendant un moment.
Le jeudi 17 mars s'est déroulée une des plus grosses manifestations qu'ait vue la ville de Tours, puisqu'elle rassemblait plus de 6000 personnes. À ce propos, il faut remarquer ou plutôt rappeler le comportement collaborationniste des UNEF AGET (proche du PC) et ID (PS) face à un début de débordement provoqué par quelques lycéens, anarchistes... Le Vinci (nouveau palais des congrès construit par Royer) a vu son panneau d'affichage et deux portes en verres égratignés par quelques mottes de terre bien durcies !
Ben quoi, fallait pas mettre des CRS devant, c'était trop tentant !
L'assemblée générale qui s'est déroulée ensuite fut bien désordonnée ; malgré tout, le débat s'est orienté sur l'ensemble du plan quinquennal dans lequel s'inscrit le CIP. Les participants de cette AG ont été d'accord pour exiger son abrogation et ce pour au moins deux raisons :
• on ne peut extraire un texte de son contexte, au moins législatif, mais aussi socio-politique ; ainsi, on peut aborder les problèmes d'exclusion sociale en général. Mais force est de constater qu'à Tours, ce débat n'est pas allé très loin ;
• il faut dépasser le corporatisme dans lequel la lutte dirigée strictement contre le CIP nous maintient ; cela permet aussi d'élargir le rapport de force face au gouvernement en mobilisant d'autres couches de la population.
On a diffusé des tracts avec la LCR et LO appelant à la manif du vendredi suivant.
Il est à noter qu'à Tours, ce sont les étudiants des IUT, en grève générale pendant plusieurs jours, qui tenaient «le haut du pavé» ; les lycéens étaient aussi de la partie, mais dans une plus faible mesure ; pour ce qui est de la faculté de lettres, les étudiants en grève ont toujours été minoritaires.
Le 25 mars donc, re-manif bon enfant, sans aucun incident, avec les syndicats avec un thème en plus : la lutte contre la répression policière, en solidarité avec les personnes interpellées, condamnées et/ou expulsées.
Le mouvement a été relancé par la grève des étudiants de l'IUT qui a débuté le 28 mars et a permis la création du collectif étudiants et lycéens.
L'IUT a fait un très bel effort pour s'organiser et faire de l'information sur l'ensemble de l'agglomération. En même temps, un noyau d'étudiants, composé en majorité d'anars, a occupé, le 30 mars et durant la nuit, une salle dans la faculté de lettres, appartenant à la mairie de Tours.
Le retrait du CIP a mis en péril la manif du lendemain. Ce fut plus un défilé de la «victoire», où les syndicats, CGT en tête, ont voulu récupérer le mouvement, censurant tous propos critiques par rapport à cette «victoire» ; en particulier, les anars n'ont pu intervenir au micro pour donner leur point de vue et appeler à la solidarité envers les personnes victimes de la répression policière.
Avec le retrait du CIP, nous avons gagné une bataille mais pas la guerre. Il faut maintenant réfléchir sur différents thèmes et problèmes qui restent posés.
Actuellement et dans la suite de ce mouvement, nous luttons principalement sur deux axes :
• lutter contre la répression policière dont sont victimes plusieurs centaines de personnes ; à cette fin, nous avons créé le Comité de soutien aux victimes de la répression policière pour leur apporter une aide morale et financière, exiger la levée de toutes les inculpations et des peines prises à leur encontre
• participer à l'organisation avec le collectif étudiants et lycéens, AC (Agir contre le Chômage), des exclus de notre société (SDF, RMIstes...), des travailleurs, à un travail de réflexion sur la notion de travail, le niveau de vie, la protection sociale, le plan quinquennal, la démocratie directe. ✷

GROUPE LIBERTAIRE DE TOURS
TOURS, LE 14/04/1994

ANGERS

Vue l'apathie sociale et politique dans laquelle est bercé Angers, les manifestations furent somme toute importantes.
À l'origine, des lycéens, la grève restera lycéenne. Les étudiants furent peu nombreux à suivre le mouvement. Des manifs spontanées éclatèrent tous les jours, canalisées et discrètement surveillées par la gentille force de l'ordre. Sur des slogans hautement politiques et durement philosophiques comme «Édouard au placard» ou «Retrait du CIP ou ça va péter», les cortèges des manifestants (jusqu'à 3000) ont perturbé la circulation angevine pendant deux semaines. La présence de LO ou des UNEF a permis de donner quelques fois un air engagé aux manifs. Les deux grosses manifs ont regroupé jusqu'à 5000 personnes dans un défilé sous haute surveillance policière : «Le syndrome nantais» a fait peur au préfet comme aux syndicats. C'est donc dans cet esprit de contestation bon enfant que Reflex Angers a tenté de faire sa place. Drapeaux noirs, tracts sur l'éducation (les seuls des manifs) et des slogans bien percutants ont permis de créer un vague cortège libertaire. Notre présence très bruyante et provo fut, semble-t-il, appréciée par les lycéens de deux bahuts. Des contacts ont permis de jeter les bases d'un collectif lycéen et des réunions sont à prévoir.
À Angers, aucun débordement à signaler. ✷

POITIERS
UNE FAIBLE MOBILISATION

La mobilisation anti-CIP à Poitiers a été organisée et entièrement encadrée par les deux UNEF, ce qui peut expliquer le peu d'ampleur qu'a pris la contestation. Tables d'informations à la fac et rassemblements ou manifestations (de 50 à 3000 personnes), dont certaines avec les syndicats de salariés, ont été le lot des plus concernés durant le mois de mars.
Réunis en assemblées dites «générales», les diants-diants avaient mandatés certains d'entre eux (trois UNEF ID, un UNEF et un non-syndiqués) pour se rendre à Paris grâce au blocage d'un péage par les lycéens et étudiants qui avait rapporté environ 3000 francs. Le mandat comprenait les demandes de retrait du CIP et l'abrogation des lois Pasqua. Arrivé à Paris, un membre de l'UNEF-ID ne s'est pas rendu à l'assemblée de la coordination et l'autre n'a pas osé rentrer dans la salle où avait lieu l'AG. Suite à cela et autres magouilles, il semble que l'UNEF-ID soit grillée pour les prochaines mobilisations. Le pôle le plus politisé et le plus virulent ne compte pas en rester là et un journal de réflexion critique et d'info est en passe d'être lancé sur la fac, à la grande joie de la LCR présente dans ce collectif informel par le biais de l'UNEF. Les libertaires ne sont apparus que dans une manif et ne se sont pas investis dans le mouvement de mars. L'un d'entre nous fait tout de même partie du collectif devant réaliser le journal. la première action de ce groupe devrait être une collecte au profit des manifestants de Nantes ayant des amendes à payer... ✷

LES SYNDICATS

CONSTRUIRE UN ESPACE DE LUTTES RADICALES

Dans le mouvement contre le CIP, les syndicats étudiants et lycéens ont souvent été dépassés, incapables de comprendre les révoltes des jeunes, refusant d'élargir le mouvement en organisant les luttes à la base. Mais plus grave, ils ont crié victoire dès l'annonce du retrait, passant par pertes et profits les centaines de jeunes arrêtés, les dizaines condamnés, et l'expulsion de Mouloud et Abdel. Que ce soit l'UNEF-ID ou l'UNEF (syndicats étudiants), la FIDL (syndicat lycéen), leurs jeux «politiciens» entre tendances (socialistes, chevénementistes, drayiste (du député PS Dray), Cambadélis, communistes refondateurs, communistes reconstructeurs, communistes orthodoxes, trotskistes de toutes couleurs) les occupent tellement que l'action politique dans les universités et les lycées passe au second plan.
Lorsqu'ils parlent d'unité, ce n'est pas pour favoriser l'émergence d'un mouvement de contestations sociales, mais pour se retrouver propulsés représentants responsables. Lors du mouvement anti-CIP, l'UNEF-ID, quasi absente des facultés, a choisi de s'investir dans les IUT, ce qui correspondait mieux à sa vision corporatiste de cette lutte. À la fin du mouvement, c'est d'ailleurs autour d'une association entre la coordination des IUT et l'UNEF-ID que l'on a entendu le président Campinchi (UNEF-ID), parler d'une confédération de la jeunesse scolarisée ; celle-ci, tout en respectant la diversité des différents groupes la composant, servirait de «bureau d'initiatives».

LORSQUE LES SYNDICATS PARLENT D'UNITÉ, CE N'EST PAS POUR FAVORISER L'ÉMERGENCE D'UN MOUVEMENT DE CONTESTATIONS SOCIALES, MAIS POUR SE RETROUVER PROPULSÉS REPRÉSENTANTS RESPONSABLES.

Au sein de l'extrême gauche, les organisations de jeunesse, elles aussi, prônent toujours l'entrée dans les syndicats (de masse !) pour les influencer et ainsi les faire évoluer. Ainsi, à l'issue du mouvement, les JCR et les RED, comme le recommande la maison-mère, la LCR, espèrent retrouver du poids au sein des syndicats et renforcer les «oppositionnels» (que ce soit au sein de l'UNEF-ID ou de l'UNEF) et veulent se battre pour «un syndicat unitaire, avec des relais en comités lycéens, aussi souple et démocratique que des coordinations ouvertes aux débats de société, et pas seulement aux gommes et aux crayons». Comme nous l'avons souligné plus haut, c'est un vœu pieux de «quémander» aujourd'hui l'élargissement des luttes et des réflexions auprès des syndicats cogestionnaires d'une politique éducative basée sur l'exclusion et le développement séparé entre zones géographiques.
Pour autant, une véritable question se pose : la capacité de maintenir des structures de luttes, qui seules permettent une autonomie vis-à-vis des structures syndicales, mais aussi celle d'avoir ses propres réseaux et liens avec les syndicats de salariés, avec les associations de luttes spécifiques (solidarité internationale, contre le racisme, pour un revenu d'existence, pour l'accès au logement, à la santé gratuitement, etc.) tant au niveau national qu'international.
La reconstitution d'un espace radical doit se faire en articulant des réflexions nouvelles tant sur le mode d'organisation que sur les idées qui portent les mouvements sociaux. Des syndicats comme la CNT-FAU, des groupes oppositionnels au sein des syndicats étudiants, des collectifs locaux indépendants, des collectifs membres du Réseau No Pasaran peuvent servir de point d'appui pour développer des revendications en rupture avec la cogestion du système éducatif libéral intégré dans la société capitaliste. D'autre part, c'est aussi une interaction plus grande au sein d'une jeunesse éclatée par les différences sociales (précaires, chômeurs, lycéens des LEP, lycéens, étudiants, exclus du système scolaire) qui doit animer autour d'un autre futur possible l'ensemble des groupes dont l'objectif n'est pas d'accepter le système, mais bien de le changer. ✷

VOUS ÊTES ANTI-SYNDICATS ? ANTI-ORGANISATIONS ?

NOUS PAS !

Le mouvement contre le CIP aura de nouveau révélé que le gouvernement a peur. Dans l'application de sa doctrine ultra-libérale, il offre l'occasion à ceux qui ont inventé la précarité (TUC, CES, SIVP, CDD) de se refaire une santé à bon compte, sans toutefois porter trop loin la contestation, de peur que la machine s'emballe. Le retrait du CIP nous prive de l'occasion de mêler les revendications de toutes les catégories de travailleurs (jeunes, retraités, chômeurs, actifs) au moment où le fond de ce mouvement s'oriente contre la loi quinquennale et le chômage organisé.

Le malaise social croissant accentue le décalage entre des syndicats et des organisations co-gestionnaires de la société libérale (soi-disant de gauche) d'une part, et une population qui se rend compte que voter pour la droite ou la gauche ne change pas grand chose à ses conditions d'existence d'autre part.

Ceux qui sont réalistes parce qu'il réfléchissent dans la logique du système ne peuvent s'accorder avec ceux qui demandent «l'impossible» parce qu'ils en ont assez de subir ou parce qu'ils croient à un monde plus juste. Le décalage se traduit par une méfiance à l'égard des partis, des politiciens et des syndicats traditionnels et par une abstention croissante.

Si le système libéral et la démocratie française peuvent parfaitement se satisfaire d'une population abstentionniste et dépolitisée, il leur est beaucoup plus difficile d'accepter la révolte des jeunes, l'indignation des travailleurs ou la colère des paysans, dès lors que celles-ci se traduisent par des mouvements sociaux massifs.

Du fond de son gouffre, la gauche traditionnelle essaie de se raccrocher au train des mouvements sociaux à travers l'outil de masse que sont les syndicats. Or, il apparaît de plus en plus clairement une certaine hostilité à l'encontre des syndicats de la part de ceux-là mêmes qu'ils sont censés représenter, pour la simple raison que les questions soulevées lors des mouvements remettent en cause la nature même du système économique, tandis que les syndicats et les partis de gauche y ont renoncé.

Ceux-ci n'ayant donc plus rien à proposer, de quel droit se permettent-ils de parler en notre nom avec le gouvernement, qui d'ailleurs a été bien content de trouver des parlementaires de gauche et les présidents des deux UNEF pour lui souffler de retirer le CIP, et que tout s'arrangerait. Et dès le lendemain du retrait, ils criaient tous «On a gagné !», ce qui signifiait «Rentrez chez vous !», empêchant ainsi l'extension du mouvement de grève, et la liaison avec le monde du travail.

La leçon est simple. Les intérêts partidaires de la gauche institutionnelle cadrent avec ceux de la société libérale. Bien qu'affaiblie, cette «gauche» reste encore un potentiel par ses syndicats et ses associations, et ceux qui la dirigent espèrent la refortifier pour à nouveau se faire élire et à nouveau trahir.

Non seulement ce petit jeu ne nous satisfait pas, mais en plus il est dangereux. Le besoin de changement et la recherche d'une issue, dans le contexte xénophobe et individualiste qui prévaut en ce moment, poussent l'extrême droite vers les sommets, celle-ci se présentant comme l'alternative. À nous de nous organiser autour d'un projet de société collectiviste, autogestionnaire, démocratique et d'être plus forts qu'eux. Refuser de s'organiser, c'est laisser à d'autres le loisir de décider à notre place. ✷

REFUSER DE S'ORGANISER, C'EST LAISSER À D'AUTRES LE LOISIR DE DÉCIDER À NOTRE PLACE.

NON AUX CORPOS !

Mardi 15 mars, je traînais sur le campus de Dijon lorsque je fus mis au courant d'une manif contre le SMIC-Jeunes partant des IUT. Pourtant, une fois sur les lieux, je constatais que tout cela ressemblait plutôt à un de nos traditionnels et lamentables bizutages. Une poignée de faluchards issus des corpos traînant derrière eux une ribambelle d'étudiants en blouse blanche avec inscrit au marqueur sur leurs gueules leur fac ou IUT d'origine.

Je suis allé voir un de ces leaders pour lui demander la raison de leur appel à la manif un autre jour que celui des syndicats : «Nous ne voulons pas manifester avec les syndicats car nous sommes apolitiques» m'a-t-on répondu. Plus tard, un manifestant me confiera à l'oreille «Il est vrai qu'en manifestant nous faisons de la politique, nous faisons même un peu de politique de gauche». Ensuite, au moment de faire débrayer les amphis, j'ai proposé que tout le monde investisse les bâtiments ce qui nous a valu à moi et à une collègue scalpeuse d'être taxés de dangereux agitateurs voulant faire rentrer dans la respectable université une «foule» de 200 personnes.

Cette anecdote est significative de la volonté des corporations étudiantes de s'implanter en fac au détriment des syndicats au nom de l'apolitisme et de la défense de revendications catégorielles. Cet esprit corporatiste est déjà bien souvent responsable au niveau de toute la société de la division entre travailleurs du secteur privé et du secteur public, entre salariés de différentes entreprises, entre travailleurs stables et travailleurs précaires, entre travailleurs tout court et chômeurs et enfin, en extrapolant, entre travailleurs français et travailleurs immigrés. Les corporations étudiantes n'ont de toute façon jamais été bien progressistes : réinstaurées par le gouvernement de Vichy, elles sont le lieu de militantisme de la droite traditionnelle, des royalistes, du FN et autres fafs.

Mais ces organismes cachent leur caractère politique par l'organisation de surbounis débiles et autres bizutages. Ils trouvent un écho favorable en se prétendant apolitiques et prêts à défendre sans idéologie les intérêts du corps étudiant représenté. Ces derniers sont sensibles à cette argumentation. Dans les AG ces dernières années, il était mieux vu, malgré toute logique apparente, de distribuer un tract orienté non signé plutôt qu'un tract clairement revendiqué par telle ou telle organisation. Cette idéologie qui consiste à se prétendre au-dessus des syndicats, au-dessus des partis et donc quelque part au-dessus des classes sociales a pour moi une certaine odeur poujadiste. Ce discours fascisant qui préconise la défense du peuple honnête et travailleur, ou ici du peuple honnête et diplômé est, typiquement celui des classes moyennes réactionnaires, trop fières pour s'engager du côté des exploités, pas assez riches pour défendre le camp du capital. Un peu prétentieux de la part des futurs CIP. ✷

SCALP DIJON

LES CASSEURS, C'EST L'ÉTAT ET LES POLITIQUES ANTISOCIALES DU GOUVERNEMENT

LA RÉPRESSION

Très rapidement dans le mouvement anti-CIP, la question de la violence s'est trouvée sur le devant de la scène du fait de la répression policière des manifestations à Lyon, Nantes ou Paris et du fait que les médias parlent communément des «casseurs». Dans ces trois villes, à la détermination des manifestants, le gouvernement a répondu par la volonté de criminaliser le mouvement et d'opérer un subtil distinguo entre «casseurs» et «étudiants/lycéens».

Le sentiment de ne pas être écouté lorsque les manifestations se passent dans le calme est une des raisons du surgissement de la violence, mais c'est loin d'être la plus déterminante comme le dit un jeune de Nantes dans *Le Parisien Libéré* du Jeudi 24 mars 1994 : «Les casseurs à Nantes, pour moi, ça n'existe pas. Ce sont simplement des jeunes que le système pousse à l'exclusion et qui ont profité de notre mouvement pour se faire entendre eux aussi. Après tout, il a fallu que les pêcheurs aillent casser à Rennes pour qu'on s'occupe vraiment de leurs problèmes.»

UNE VIOLENCE LÉGITIME

La violence n'est pas uniforme ni assimilable à un groupe social comme le voudraient les politiciens de droite et de gauche ; elle correspond à une prise de conscience, à une politisation qui peuvent venir de groupes sociaux différents des manifestants selon les villes. À Paris et à Lyon, les jeunes des banlieues sont partie prenante des violences, mais ils sont loin d'être les seuls. Ce sont bien des dizaines de milliers de jeunes étudiants et lycéens des «classes moyennes» qui choisissent d'affronter les CRS, voire les «déshabillés», exprimant par là leur ras-le-bol de la présence policière

sein du mouvement et légitime la violence des forces de l'ordre aux yeux de l'opinion publique. À Nantes, il y a eu très peu de dégradation de matériel et de magasins. Les affrontements qui réunissaient plus de 2000 personnes (tout le monde n'étant pas actif), avaient pour objectif de démontrer à l'État et aux autorités préfectorales qu'à la violence des CRS le jeudi 17 mars et aux condamnations à de lourdes peines des manifestants le samedi 19 mars, la jeunesse, mais bien plus largement la population nantaise ne s'en laisserait pas compter et n'avait pas peur ; le préfet du département de Loire atlantique est M. Orhel, «responsable» en tant que préfet de la Somme de la mort d'un manifestant CGT, Lucien Barbier, en 1987 et le responsable aux polices urbaines vient de Marseille.

Surprise dans un premier temps, la police ne tarda pas à réajuster le tir dans tous les sens du terme (beaucoup de blessés par tirs tendus de lacrymos de la part des CRS) utilisant comme à Paris les «civils» et même des «motos» chassant dans les rues adjacentes, la venue d'un canon à eau et d'unités supplémentaires ont fait de Nantes une ville sous surveillance policière pendant plusieurs jours. Les suites sont prévisibles : renforcement des RG qui vont surveiller les groupes étudiants, multiplication des contrôles policiers et renforcement des dispositifs lors des manifestations. La solidarité est bien la meilleure arme. À Nantes, elle s'est exprimée lors des procès et des manifs. Le sentiment d'être partie prenante d'un mouvement où s'articulaient différentes revendications sociales réunissant des jeunes chômeurs, précaires, étudiants et lycéens renforçait la mobilisation.

LA VIOLENCE EST-ELLE UNE ARME LIBÉRATRICE ?

Les derniers remparts de l'État sont la police et l'armée. Les explosions sociales sont de véritables «guerres sociales et urbaines» déclarées au système démocratique et libéral à l'entendre. Comme le fait remarquer un article de *France Soir Est* du 14 au 27 mars 1994, depuis plusieurs années, l'État enquête et analyse les banlieues (dans ce papier les banlieues de Paris Sud), dans un souci de connaissance sociologique (les RG ont sûrement leur bac + 2). Mais c'est avant tout pour être capable d'intervenir rapidement avec les moyens policiers adéquats face à toute crise ; crise qui peut surgir suite à un dérapage d'un contrôle policier mais aussi dans l'affrontement entre populations voisines qui n'ont comme seule expression que la violence. Ce que nous dénoncions il y a déjà plusieurs années, à savoir que l'exclusion n'est pas réductible à la seule exclusion de la sphère économique mais touche à l'ensemble des questions sociales, psychologiques et culturelles, provoque par enchaînement des fractures et des éclatements au sein de populations résidant dans les banlieues. À terme, ces situations se concrétisent par des replis communautaires et identitaires de toutes sortes, des formations de ghettos et le développement d'une économie souterraine. La réponse sera entre autres pour les autorités publiques, incapables de faire face aux violences, d'en appeler à l'État, à une gestion sécuritaire et autoritaire par l'entremise des forces policières

publiques mais aussi privées, voire par la prise en main par le Front national de certaines banlieues. «La démocratie» pour la bourgeoisie et les classes moyennes, les solutions autoritaires pour les pauvres...

Les violences dans les manifestations et dans la vie quotidienne sont la conséquence des exclusions multiples vécues par les jeunes, bien sûr, mais par de plus en plus de parties de la population.

Il faut être solidaire avec ceux qui passent en procès quels qu'ils soient, resituer les responsabilités politiques sans héroïser, ni faire de cette violence sociale l'affirmation d'une radicalité politique ou de l'émergence d'un nouveau sujet historique. Car elle est aussi l'expression de la haine de l'Autre, et d'un désir de destruction, d'une pulsion de mort. La violence peut être un moyen et non une fin en soi. Ce que nous reprochons à l'État, c'est de se servir de ses forces de l'ordre pour accomplir sa politique, au besoin par la force contre la volonté des gens. Si la violence a souvent été et reste un moyen de se libérer du joug des dictatures, de lutte contre les groupes racistes et fascistes, de transformation sociale, elle n'est pas signe de radicalité ; nombre de conflits sociaux violents sont loin d'être progressistes au niveau des idées. Et puis rappelons-nous le fascisme des années 1920 en Italie, 1930 en Allemagne, etc.

De plus, l'État reste sur ce terrain, parce qu'il détient la violence légitime, il est le mieux armé, et c'est bien par la résistance collective et massive que nous pouvons le faire reculer.

La médiatisation de la violence en fait une arme à double tranchant, à la fois pour l'État et pour les mouvements. Nous avons pu le voir avec la diffusion des matraquages qui ont débouché sur des prises de conscience de la part de nombre de jeunes sur le droit de manifester, le rapport avec la police. En revanche, il a suffi de faire voir des vitrines et des voitures retournées pour ne pas parler de la manifestation du 31 mars. Pourtant, ce jour-là, il y avait autant de monde si ce n'est plus à Paris et à Nantes, pour réclamer le retour de Mouloud et Abdel Hakim, l'amnistie des condamnés et une contestation de l'ensemble des dispositions de la loi quinquennale.

RÉSISTER À LA VIOLENCE DE L'ÉTAT

Certains, comme le groupe des casques blancs, s'indignent du non-respect des lois et des règles, notamment des tirs tendus ou des interpellations musclées, des procédures bâclées et des témoignages policiers inexacts. Pour tous ceux qui ont assisté aux manifestations, les blessés par lacrymos et matraquages se chiffrent par dizaines. On a même vu des gens arrêtés être relâchés et non inculpés parce qu'ils n'étaient pas «présentables». Il est très difficile, voire impossible d'avoir des renseignements des hôpitaux sur le nombre de personnes amenées, sur leur état de santé.

Cela doit être dénoncé, mais ça n'est en rien étonnant comme veulent le présenter certaines associations. La violence subie et le racisme dans les commissariats ont déjà été maintes fois dénoncés dans divers rapports, et les différentes mesures prises par les institutions n'ont aucun effet (code de déontologie, avertissement de la Préfecture de Police quant aux conditions d'interpellation, de détention, de contrôle d'identité). Les agissements des civils (800 les jeudis 24 et 31 mars) ont toujours existé, même si leur nombre était moindre. Déjà le 23 mars 1979, la CGT dénonçait l'emploi de ces policiers qui se mêlaient aux manifestants, provoquant eux-mêmes les débordements. Comme l'a noté *Libération* en observant un «casseur» passé directement de la manif dans les rangs des CRS en remettant son brassard, cela fait partie aujourd'hui du dispositif policier, au même titre bientôt que l'usage de balles en plastique pour «assommer» un manifestant et ainsi le «récupérer». Déjà utilisées dans plusieurs pays européens et notamment en Allemagne, ces armes ont occasionné plusieurs blessés graves. Mais d'après Pasqua, nous ne sommes plus dans le cadre de «manifestations démocratiques et républicaines», il faut donc employer de nouvelles méthodes de contrôle et de répression. Si avec la CGT, tout se passe bien (sauf pour les manifestants), le manque d'effectifs militants pour les autres organisations syndicales et politiques les empêchent d'assurer un service d'ordre sur l'ensemble du cortège. D'où la menace de Pasqua de rendre responsables les organisations des violences et de leur faire porter dans certains cas les responsabilités. Une fois l'ordre de dispersion prononcé, «toute personne restante est traitée comme une émeutière en puissance, car le fait de regarder est de l'ordre de la complicité passive» (nouvelle notion), les organisations devant répondre aux injonctions de dislocation des policiers pour ne pas se trouver en faute. On a vu ce que cela donnait lors de la manif du 31 mars où les trois-quarts du cortège étaient bien loin de l'arrivée alors que l'ordre de dispersion était annoncé par les organisateurs. En acceptant les injonctions policières, les organisations s'aplatissent devant l'État sécuritaire, en refusant de manifester pour soutenir les deux Algériens expulsés et contre les violences policières, elles démontrent leur état de faiblesse. La question n'est pas de soutenir les violences mais d'affirmer qu'elles sont la conséquence des problèmes liés aux exclusions ; que le racisme d'État est intolérable et que le gouvernement en est le responsable.

Regagner la confiance et recréer des sentiments de solidarité et d'organisation collective pour la défense de revendications sociales, cela passe déjà par un soutien actif et concret aux exclus et à ceux qui manifestent, même si cela ne correspond pas aux schémas préétablis des vieilles structures de lutte. ✷

«Les forces de l'ordre ont rempli avec calme et sang-froid la mission qui leur était assignée : protéger cette manifestation des casseurs et des provocateurs. Je tiens à leur rendre hommage».

C. Pasqua (*Libération*, samedi 26 mars).

ÉGALITÉ DES DROITS

DE LA LUTTE POUR LE RETOUR DE MOULOUD ET ABDEL À LA LUTTE CONTRE LES LOIS PASQUA

Dans le domaine de la lutte pour l'égalité des droits, les régressions depuis dix ans n'ont pas manqué. Des premières lois de restrictions en 1983 prises par la gauche aux premières lois Pasqua en 1986, puis les lois Joxe en 1989, pour finir avec le retour en 1993 de Pasqua, les étrangers sont devenus les boucs-émissaires de l'incapacité (ou de la non volonté) des différents gouvernements à lutter contre les exclusions sociales et économiques.

Dans le mouvement anti-CIP, on a pu encore mesurer avec l'expulsion d'Abdel et Mouloud que Pasqua tiendrait ses promesses, même au prix d'un détournement de l'esprit des lois. En effet, en prenant des arrêtés d'urgence absolue à l'encontre de ces deux jeunes, il considérait leur présence sur le sol aussi dangereuse que celle de «terroristes ou d'espions» à qui est destiné l'article 26 en urgence absolue. L'État a essayé par mesquinerie d'empêcher leur retour ; Pasqua accusant même après coup les juges de ne pas appliquer la loi de la République votée au nom du peuple français. Comme nous le voyons, l'esprit raciste qui anime notre gouvernement, mais que l'on sait majoritaire aussi au sein de l'opinion publique, doit faire de la solidarité envers les étrangers vivant en France, quel que soit leur statut (étudiants, conjoints de français, demandeurs d'asile, jeunes, familles, etc.), un axe primordial de nos luttes.

Au sein des universités françaises, des militants se regroupent pour faire valoir le droit des étudiants étrangers à rester ici, quels que soit leurs résultats scolaires.

Depuis 1980, la situation des étudiants étrangers en France a fait l'objet de plusieurs mesures de restriction. L'ordonnance du 2 novembre 1945 relativement libérale régissant le droit de séjour des étrangers a été remise en cause, et cela en totale violation des droits de l'Homme et des principes constitutionnels fondamentaux qui fondent et protègent les libertés individuelles.

Aujourd'hui et hormis les étudiants européens, on peut affirmer que les portes des universités françaises ont été de fait définitivement fermées aux futurs étudiants étrangers désireux de poursuivre leurs études en France. Le temps où l'on obtenait des visas est révolu.

La philosophie nettement raciste des lois sur les étrangers, des circulaires et des pratiques administratives, tend à renforcer les dérives sécuritaires de la société française présentant l'étranger comme responsable de tous les maux de la société.

Ainsi l'étudiant étranger déjà admis en France se retrouve «criminalisé» et placé sous haute surveillance policière. La précarité juridique qui caractérise le statut de l'étudiant étranger hors CEE permet actuellement à l'administration préfectorale de mener une politique répressive tous azimuts : les expulsions et autres reconduites à la frontière tendent à se multiplier et visent une épuration des universités française des étudiants étrangers hors CEE.

Ainsi, l'administration préfectorale s'est arrogée un pouvoir de tutelle et de contrôle sur les instances universitaires pédagogiques et scientifiques. En vertu de ce pouvoir, elle se permet de dénier la qualité d'étudiant étranger à l'étranger pourtant régulièrement inscrit. Ceci contribue purement et simplement à l'instauration de la tristement célèbre politique de développement séparé dans l'université française : le national autorisé à étudier et l'étranger victime d'un véritable parcours du combattant.

Le début de chaque année universitaire est accompagné par un lot d'exigences préfectorales nouvelles et insurmontables.

Ainsi, l'attestation de ressources ne suffit plus. La police exige de l'étudiant étranger la présentation de ses relevés bancaires, ce qui constitue en soi une atteinte incontestable et condamnable à la vie privée.

Le cautionneur de l'étranger, qu'il soit français ou non, est convoqué dans les locaux de police et intimidé afin de le dissuader de prendre en charge l'étudiant étranger, plaçant ce dernier en situation irrégulière.

L'administration préfectorale a été dans sa logique

POUR LA RELAXE DES JEUNES MANIFESTANTS ANTI-CIP CONTRE LES BRUTALITÉS POLICIÈRES

Jeudi 17 mars, à la fin des manifestations contre le CIP, plusieurs jeunes ont été «interpellés». Certains ont été violemment frappés par la police. Ils n'ont été libérés que le lendemain vers 19h ; six sont poursuivis et passeront au tribunal correctionnel le mercredi 6 avril. Nous affirmons que :

• Alors que rien ne pouvait le justifier, et sans aucune forme d'avertissement, les «forces de l'ordre» ont chargé en fin de soirée les manifestants qui ne menaçaient absolument personne. Tout porte à croire que l'objectif recherché était de multiplier les arrestations et les procès contre des jeunes pour affaiblir ensuite le mouvement de protestation contre le CIP. En fait, ces jeunes sont victimes d'une véritable provocation policière.

• Leur renvoi devant le tribunal répond à la volonté de prendre en «otages» ces jeunes qui sont partie prenante du mouvement associatif et syndical bordelais et du mouvement anti SMIC-jeunes. Et comme il n'y a eu ni pillage, ni voiture incendiée, ni vitrine cassée, un scénario policier a été monté de toutes pièces.

• Trois d'entre eux ont subi en toute illégalité la brutalité policière. Alors qu'ils étaient arrêtés, menottes aux mains, ils ont été frappés à plusieurs reprises. L'un d'eux a été menacé avec une arme à feu par un policier en civil. Un autre, qui avait aussi les menottes aux mains, a été «lâché» aux «forces de l'ordre» qui l'ont copieusement tabassé.

Il est inacceptable que des policiers chargés de faire respecter la loi, s'en affranchissent de telle manière. Ces méthodes scandaleuses doivent être dénoncées et combattues par tous les démocrates. Plainte a été déposée contre ces violences policières.

Des parents et amis de jeunes manifestants et l'ensemble des organisations signataires exigent l'arrêt des poursuites et la relaxe des jeunes manifestants anti-CIP, condamnent et exigent l'arrêt des violences policières. ✷

COMITÉ DE SOUTIEN
AUX JEUNES INTERPELLÉS BORDEAUX

policière jusqu'à exiger des certificats d'assiduité à 20 heures de cours par semaine.
Toutes ces mesures tendent à placer l'étudiant étranger dans un contexte angoissant et stressant. Elles sont portées contre la minorité la plus exposée et sont le prolongement des attaques contre les jeunes et contre le droit à l'instruction pour tous en général.
Les cas de refus de renouvellement des cartes de séjour suivis de reconduites à la frontière sans aucun recours effectif sont devenus monnaie courante, pris dans l'indifférence quasi générale.
S'opposant radicalement à cette politique discriminatoire et raciste de l'État français, afin de rétablir la légalité : le statut d'étudiant doit continuer à relever de la compétence des autorités pédagogiques concernées.
La circulaire Sauvé-Marchand du 29 octobre 1991 s'inscrit dans la logique discriminatoire menée envers les étrangers :
- le code de la nationalité
- le code de procédure pénal
- la double peine
- atteintes au droit à une vie familiale
- le rétrécissement du droit d'asile

— Carte d'étudiant = carte de séjour : il s'agit de replacer l'administration préfectorale dans un domaine de compétence liée où l'inscription dans une université française doit automatiquement donner le droit au séjour.
— Lutter pour que le pouvoir pédagogique cesse de se subordonner aux pouvoirs préfectoraux.
— Combattre fermement la logique de collaboration qui s'instaure de plus en plus entre certaines universités et les préfectures Notamment lors de l'intrusion dans les locaux universitaires «d'antennes de Police» ayant pour but officiel, d'aider à collecter les dossiers d'étudiants étrangers ou lorsque l'administration universitaire exige la carte de séjour le jour de l'inscription renvoyant ainsi l'étudiant étranger à la Préfecture...
— Lutter contre l'épuration des universités françaises, contre toute idée de «préférence nationale».
Cette démarche se situe aussi dans le cadre des luttes de solidarité transnationales, de la lutte pour défendre la multiculturalité dans tous les pays où elle se retrouve battue en brèche par des politiques de purification (comme dans l'ex-Yougoslavie). Nous faisons partie d'un même monde, d'une même humanité et nous voulons vivre ensemble dans l'Égalité et la Solidarité. Nous combattrons avec la même force et la même volonté que ceux qui ont aidé les combattants de la liberté, accueilli Juifs et autres persécutés de Vichy et du nazisme. No Pasaran ! ✷

POUR PASQUA, LA LEÇON À ADMINISTRER À NOTRE «DÉBILITÉ INFANTILE», C'EST CELLE DE LA MATRAQUE

VIRUS

APRÈS LE RETRAIT LA VENGEANCE

Au lendemain des manifestations contre le Contrat d'Insertion Professionnelle, un bilan s'imposait. Si l'un des premiers décrets de la loi quinquennale a été abrogé, il n'en reste pas moins qu'il constituait d'après le gouvernement «une mesure très illustratrice de la logique emploi !»
Si la très forte mobilisation a fait rompre le gouvernement, on ne peut oublier les milliers de personnes interpellées, tabassées et inculpées... Que dire des expulsions arbitraires et racistes, des arrestations préventives, du flicage des gares de banlieues, du nombre de flics en civil dans nos cortèges, des CRS et gardes mobiles, sur les côtés, derrière et même en carré de tête devant les manifestants, des provocations policières, des exactions plus que douteuses de certains membres de la police nationale, des tirs tendus ou à balles plastiques... Est-il nécessaire de parler du rôle des médias, véritable machine de propagande du pouvoir qui s'est offert le luxe de collaborer étroitement et au grand jour avec la police, distribuant photos, bons tuyaux et diffusant les portraits de présumés «casseurs» avec appel à témoin ! Des «bandes ethniques descendant des banlieues parlant en arabe» aux gentils manifestants venant crier leurs «angoisses», ils auront tout dit, tout montré et tout fait pour diviser, caricaturer, diaboliser et enfin détruire le mouvement. La contestation aurait-elle perturbé tant que cela ceux qui détiennent le pouvoir ? La question reste posée, tout comme celle des victimes de la répression policière qui, après s'être retrouvées, pour certaines, en prison, ont rendez-vous avec la justice. Amère est cette «victoire».
Parce que nous ne pouvons nous taire et accepter en silence que des jeunes soient condamnés, comme déjà des dizaines sur Nantes, Paris, Lyon, Bordeaux, Rennes..., à des peines de prison avec ou sans sursis, des interdictions du territoire, des travaux obligatoires ou, dans le meilleur des cas, des amendes

NOUS NOUS MOBILISONS !

Parce que nous ne voulons accepter que ces jeunes fassent les frais de la stratégie du gouvernement, nous réclamons l'annulation des expulsions et des mesures «éducatives» prises à l'encontre des mineurs, ainsi que l'amnistie générale de toutes les condamnations, quels que soient les chefs d'inculpations retenus. Parce que nous ne laisserons pas le système judiciaire s'abattre sur eux sans merci, et afin qu'ils aient une défense digne de ce nom et puissent compter par notre solidarité sur une aide financière.

NOUS NOUS ORGANISONS !

Parce que nous ne permettrons pas l'entreprise systématique de déformation de la réalité du mouvement anti-CIP, par sa division en terme de casseurs/manifestants, banlieusards/étudiants, travailleurs/chômeurs, bons/méchants... nous lutterons contre la désinformation et la collaboration des médias avec le pouvoir en place.
Parce que nous ne pouvons vivre dans l'espace policier actuel et craindre que sans cesse cela recommence alors que chacun sait que la répression ne résout aucun problème politique. ✷

DATES DE PROCES
- Le 26 avril 1994 à 9 heures, 24ème chambre correctionnelle de Paris.
- Le 28 avril 1994 à 13 heures 30, 23ème chambre correctionnelle de Paris.
- Le 3 mai 1994 à 9 heures, 23ème chambre correctionnelle de Paris.
- Les 18, 19 et 20 mai (nombreux procès).
- Le 26 mai à 9 heures, 24ème chambre correctionnelle de Paris.
- Le 2 juin et le 4 juin.

COORDINATION DE SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DU CIP
14, RUE DE NANTEUIL, 75015 PARIS
TÉL : 42 50 99 43 FAX : 45 31 64 37

LA SOLIDARITÉ PAIE...

Le vendredi 8 avril à Fréquence Paris Plurielle, une table ronde a réuni Omeya (arrêté le 31 mars), Philippe (arrêté le 25 mars) et Jean-Claude, parent de victime de la répression policière. Nous vous livrons quelques-unes de leurs réflexions.
[Nous demandons à toute personne susceptible de fournir des informations sur les interpellations de nous écrire].

«Dès lors que l'ordre de dispersion d'une manifestation a été donné, les personnes qui continuent à manifester ou à s'attaquer aux forces de police relèvent d'une autre disposition qu'une simple réprime.» C. Pasqua (12-13 mars.

OMEYA (ARRÊTÉ LE JEUDI 31 MARS)
J'ai été arrêté d'une manière banale. Toute personne qui a manifesté une fois dans sa vie sait comment cela se passe dans ces moments-là. On était un millier dans une rue, les CRS ont chargé. J'étais en compagnie de ma femme et de quelques amis ; il y a des gens qui ne couraient pas très vite, je n'ai pas couru assez vite. J'ai vu une personne en civil, je n'ai pas distingué de brassard ; il m'est tombé dessus ; le policier m'a fait une prise, m'a fait tomber par terre ; à ce moment là, il y a eu plein de CRS et de BAC que l'on a vus sévir un peu partout. J'ai reçu des coups de pieds sur le visage et dans les côtes. On m'a mis les menottes ; il y avait des casques blancs qui ont vu la scène, dont un qui a fait des photos. Ensuite, on a été emmenés avec un ami, Stéphane, dans le commissariat du XIIIe sans voir d'avocat pendant 30 heures. À la 19ème heure, les policiers sont venus dans la cellule en disant qu'on allait partir. Ils nous ont fait signer un papier indiquant qu'on allait sortir. En fait, ils nous ont remis en cellule. Plus tard, un policier nous a dit d'aller signer des papiers qui étaient vierges pour accélérer la procédure ; une des personnes arrêtées a protesté fermement et a reçu des coups...

QUEL ÉTAIT LE CHEF D'ACCUSATION ?

Dégradation de biens, casse, etc. Alors que dans la loi française, il n'y a pas de responsabilité collective, le policier disait que dans le cadre d'une manifestation, collectivement, tu dois payer même s'il n'y a pas de preuve directe de ta participation aux dégradations. Et la seconde chose qui m'était reprochée, c'était le «désir de frapper le policier qui m'avait interpellé».

DÉTENTION

Après être passé devant le juge, je pensais sortir. Mais j'ai été emmené à Fleury. Les avocats ont demandé de différer l'audience et ont fait un appel en référé-liberté ; la cour d'appel a ordonné ma libération. Mais je reste inculpé et je dois passer plus tard en correctionnelle.

PHILIPPE, ARRÊTÉ LE 25 MARS
Place de la Nation, on est restés tous ensemble en faisant un sitting. Les CRS ont chargé et nous ont matraqués. Ils nous entraînés dans une petite rue, et nous ont enfermés. Ils ont amené des cars et nous ont embarqués un par un ; j'ai été séparé de mon amie qui a reçu un coup violent... On nous a transférés à la 4e DPJ vers Nation. On a été fouillés et emmenés en cellule. Il m'est reproché des jets de pierre et dégradation de biens publics. On n'a pas eu à manger. Une personne est tombée dans les pommes et elle n'a pas eu de sucre. Le lendemain, il y a eu confrontation avec le civil qui m'avait arrêté. Je ne voulais pas signer, mais face aux brutalités, j'ai fini par le faire. Ensuite, on a été au Palais de Justice, et on est passés devant le procureur de la République ; j'ai été libéré.
Je passerai en jugement le 19 mai.

LES PARENTS DE PHILIPPE
On a eu beaucoup de mal à le contacter et à savoir dans quel commissariat il était. On a attendu quatre ou cinq heures. Certains n'étaient pas très beaux à voir. On a fait appel à un avocat. SOS Racisme est venu, les médias sont venus (France 2, France 3, TF1) ; il était prévu qu'il y ait 73 jeunes qui passent en procès directement ; les policiers devaient les différer rapidement. Du fait de la présence des médias, des avocats, des amis, les procès ont été reportés.
Nous essayons de nous organiser entre familles et de nous coordonner entre avocats. Il faut aller en masse non pas simplement pour nos propres enfants, mais pour l'ensemble des jeunes arrêtés ; il faut que cessent les violences dans les commissariats, les jeunes demandent à avoir un espoir. À leurs angoisses, on répond par des coups...

JEAN-CLAUDE (COMITÉ DES FAMILLES)
Les médias font écran à tous ces problèmes. Lors de l'émission de M. Field, on a essayé d'exprimer tout ça. À chaque fois, on nous a empêchés de parler. Par exemple, lors d'une première interview où mon fils a dit : «Lorsqu'on a tapé sur mon ami, j'ai lancé des pierres», lors du reportage, on entend : «J'ai lancé des pierres», dénaturant ainsi les propos. On veut essayer de lancer une bataille pour l'amnistie générale de tous les condamnés du CIP.

OMEYA
On veut diviser les victimes. Il y avait trois types de procédure : la comparution immédiate, l'ouverture d'une instruction pour des gens qui restent

en prison et ceux qui sont renvoyés à plus tard. Les gens vont écoper parce qu'ils sont seuls. Et il y a ceux qui s'en sortiront pour montrer aux médias1 que ce n'est pas si terrible que ça. Il faut qu'il y ait des structures qui interviennent pour contrer la division. À Rennes le jeudi 7 avril, la solidarité a payé ; on l'a vu avec la chaîne qui s'est formée pour la libération de 5 personnes arrêtées pendant la manifestation. Il faut se battre contre l'arbitraire.
Il y a aussi la division par le fric et les avocats. Ceux qui n'ont pas de soutien se retrouvent souvent avec des avocats commis d'office qui s'occupent peu des dossiers.

L'AVOCATE IRÈNE TERREL
À la suite des interpellations, trois types de procédure ont été employés :
• comparution immédiate après être passé devant le procureur
• convocation à une date ultérieure
• procédure d'instruction
Lors des audiences publiques, le regard des médias et des familles a laissé l'image d'une répression plus douce, assez feutrée. Par contre, lorsque les gens ont fait l'objet d'instruction, à laquelle personne n'a accès, la répression a été extrêmement forte, avec réquisition de mandat de dépôt (sur l'ordre du parquet), avec mise au dépôt alors que les dossiers sont vides ; la presse a très peu fait état de ces procédures-là.
Un dossier est envoyé à l'instruction compte tenu de sa complexité et de sa gravité ; sur les dossiers que j'ai, il n'y avait aucune justification de ce type de procédure.
Les référés-liberté : lorsque vous faites l'objet d'un mandat de dépôt, vous pouvez faire appel pour différer la décision devant la chambre d'accusation ; vous avez aussi une possibilité dans les trois jours de faire une demande de référé-liberté, si celle-ci aboutit, vous restez libre avant de passer en appel. Mais si vous êtes sorti libre avec le référé-libre, il y a toutes les chances que vous le restiez après en appel.

QUESTION : LE DISCOURS POLITIQUE A ÉTÉ DE DIRE QUE LES MANIFESTATIONS TOURNAIENT À L'INSURRECTION ET QUE LA POLICE N'AVAIT PLUS LES MOYENS D'Y FAIRE FACE2, POUR ENSUITE JUSTIFIER DE NOUVELLES MESURES RÉPRESSIVES. QU'EN PENSEZ-VOUS ?
JEAN CLAUDE
Ce n'est pas par la violence que l'on règle les problèmes. Quand il y a violence, il y a escalade. Il y

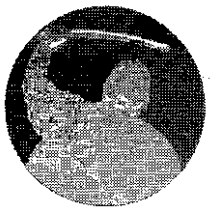
a un danger que la jeunesse se révolte. Un jeune qui a été condamné pour rien deux ou trois fois, il vient après pour casser. On ne peut plus discuter avec ces jeunes-là. Il ne faut pas les condamner, la violence est une expression du désespoir. C'est contre le désespoir qu'il faut lutter. La répression ça ne sert à rien
OMEYA
C. Pasqua a déclaré que la raison pour laquelle il n'y avait pas eu beaucoup d'interpellations ni de violences à la dernière manifestation, c'est pour qu'il n'y ait pas de morts.
Ce qui veut dire : pour qu'il y est le calme, il faut qu'il y est des morts... C'est inadmissible.
JEAN CLAUDE
Il faut tenir compte aussi des milliers de jeunes qui se suicident par an par peur de l'avenir. Les jeunes qui ne croient plus à la vie finiront par prendre les armes. Si les parents et le monde politique ne réagissent pas, on ira vers une violence de plus en plus dure. À l'exclusion, les jeunes répondent par la violence. Il faut regrouper les différents pôles de vigilance et continuer à lutter. ✷

Interview tirée de l'émission de Parloir Libre, Fréquence Paris Plurielle 129, avenue du Président Wilson 93210 La Plaine St-Denis

1 À ce sujet, le journal *Libération* lui-même fait dans la désinformation en titrant quelques jours après les manifestations : «Beaucoup d'interpellations mais peu de condamnations», laissant ainsi croire que la Justice avait été douce. Mais pour des dizaines de jeunes qui n'ont commis aucun acte répréhensible, se retrouver avec plusieurs milliers de francs d'amende, des peines avec sursis, des TIG, c'est injustifiable au point de vue du Droit.
2 Dans *le Parisien Libéré* du jeudi 24 mars 1994, des commentaires différents de la part des syndicats de policiers indiquent de fortes disparités dans leur analyse des questions de violence : pour Daniel Lavaux, de la FASP, on assiste «à une nouvelle forme de guérilla urbaine à laquelle les forces de l'ordre ne sont pas tout préparées», mais «il n'y a pas de situation insurrectionnelle en France», estime Émile Pérez, le secrétaire du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires : «ceux qui seraient tentés de le faire croire ont oublié les manifestations du passé ou bien ils veulent faire monter les enchères.»

«C'EST TRÈS CHAUD, NE MARCHEZ PAS SUR LES TROTTOIRS, ILS SONT RÉSERVÉS AUX CASSEURS. ÉVITEZ QUE DES JEUNES RENTRENT DANS LE CORTÈGE. EN CAS D'INCIDENT, NE COURREZ PAS, PARTEZ PAR L'ARRIÈRE ET SURTOUT NE RÉPONDEZ PAS AUX PROVOCATEURS.» (CONSIGNE DES IUT DANS LE FIGARO DU 1ER AVRIL)

OUTILS DE CONTRÔLE ET DE RÉPRESSION



• À Lyon, ce sont les Brigades de Répression des Actes de Violence (BRAV), créées après l'explosion de Vaulx-en-Velin pour lutter contre la délinquance urbaine, qui courent après les jeteurs de pierres de la place Bellecour. (mercredi 23 mars)

• Les civils de la BAC (Brigade Anti-Criminalité) sont chargés du «saute-dessus», c'est-à-dire d'arrêter les jeteurs de pierres et les voleurs de fringues, et sont censés mettre un brassard «police» au moment des interventions...

Sur les 800 civils du 24 et 31 mars, 500 sont de la PJ (Police Judiciaire), dont la mission est «d'interpeller les auteurs de délit» et de bien «ficeler les procédures pour les remettre au parquet, c'est une garantie d'accrocher judiciairement les casseurs».

300 RG infiltrent la manif. Leur rôle est «donner les slogans, les banderoles, prendre des photos des jeunes en action, et surtout ne pas se faire repérer. Les consignes sont de ne pas participer, de ne pas se distinguer».

Les motos sont en mission d'observation pour renseigner rapidement sur l'évolution des groupes.

• Philippe Massoni, préfet de police, est très content de l'emploi des photos après manif dans les commissariats de banlieue, car elles permettent des arrestations. Cela permet en fait de diluer et de diviser la répression sur le long terme et de l'éclater géographiquement. Elle est aussi un moyen pour éviter toute solidarité entre jeunes exclus et scolarisés. Les photos et le camescope deviennent en effet une nouvelle méthode policière aussi efficace que les CRS. Comme nous l'avons vu avec l'utilisation du macaron M6 ou avec des reporters (photos) qui émargent à la préfecture de police chez les RG, la fixation sur la pellicule des dégradations devient une obsession. Cela permet de ficher et de lancer dans les commissariats des avis de recherche. Mais aussi dans les facultés de donner aux vigiles le visage de ceux qui doivent être surveillés en priorité... Comme si cela ne suffisait pas, le 22 mars, un juge d'instruction est venu saisir les bandes vidéos de TF1 et de France 2 du 10 mars.

civils en action

• Le commissaire Bosca, chef opérationnel, a déjà dirigé les opérations de maintien de l'ordre pendant les rassemblements de jeunes après la mort de Makomé dans le XVIIIe arrondissement. Il ne laisse rien au hasard le jeudi 24 mars dans le dispositif dont l'objectif est d'encager la manifestation jusqu'à la Nation, où il y a eu très peu de dégradations matérielles, mais où les civils matraquèrent à tour de bras, en poussant des hurlements de bêtes, semant la terreur, mais aussi la haine chez des centaines de jeunes.

• Des grenades à effet de souffle (des GLI, Grenades Lacrymogènes Instantanées) ont été lancées au moins à Lyon, mais selon certaines sources aussi à Nantes. Elles sont très dangereuses car elles peuvent créer des traumatismes au tympan, des chutes provoquées par l'effet de souffle et des incidents cardio-ventilatoires provoqués par un nuage de gaz incolore et plus corrosif que les gaz ordinaires.

Il est prévu l'emploi de nouvelles armes dont les flash ball qui sont des projectiles en caoutchouc de la taille d'une balle se squash afin d'assommer, sans les blesser, les personnes visées... Avec les tirs tendus, on ne comptait déjà plus le nombre de blessés graves (mâchoires brisées, thorax enfoncé, dents perdues, œils amochés, etc.) ; avec ce type d'engins on pourra les multiplier...

• Réapparition des Sections de Protection et d'Intervention (SPI) au sein des compagnies de CRS. Il s'agit de CRS choisis pour «leur agilité et leurs qualités sportives», qui surgissent des rangs pour cueillir des «casseurs». On les reconnaît à leurs gants bleus.

• Les contrôles policiers se multiplient dans les gares de banlieues d'où viennent les «bandes» à l'occasion des manifestations. Les papiers sont vérifiés, les sacs fouillés, les CRS patrouillent ainsi dans plusieurs dizaines de gares de la région parisienne. En pointant du doigt le «millier de casseurs» qui viendrait de ces zones, dixit le ministre de l'Intérieur, on retourne au XIXe siècle avec ce concept de «classes dangereuses», qui se trouvaient mises hors-la-loi par le fait même qu'elles étaient pauvres. ✱

UN LYCÉEN PARISIEN : «UN POLICIER INFILTRÉ A JETÉ DES PIERRES AVANT DE M'ARRÊTER.» (24 MARS)

LES STRATÉGIES POLICIÈRES EN QUESTION

La manifestation du jeudi 31 mars a donné lieu à pas mal de commentaires sur l'incapacité des policiers à assurer l'ordre, au regard des scènes de pillages et de déprédations commis dans le quartier Denfert-Rochereau. Et pourtant, une semaine auparavant, les 3300 policiers (dont 800 civils) avaient été très prompts à chasser le «manifestant-casseur» et à créer un point de fixation sur la place de la Nation. Pour ce jeudi, rien de tel. Pasqua donne comme explication : «Nous avions une foule de manifestants paisibles et qui défilaient dans le calme. Lorsque cette foule est arrivée place Denfert-Rochereau, les casseurs se sont infiltrés au milieu d'elles. Si à ce moment-là nous avions donné l'ordre d'intervention, aujourd'hui ce ne sont pas des vitrines et des dégâts matériels que nous déplorerions, nous aurions risqué de déplorer des morts». Pour M. Folcher, président du syndicat des commandants et officiers, il y a un problème de communication entre les différentes forces de répression (CRS et gardes mobiles), ainsi que de grandes difficultés à faire face à des groupes très mobiles. Il faut donc envisager de nouvelles unités anti-casseurs, dotées de matériel adéquat et de véhicules spécifiques (rappelons que les voltigeurs ont été dissouts après la mort de Malik Oussekine). Ne «voulant pas laisser s'installer la chienlit» (*Le Figaro* du samedi 2 avril), Pasqua promet de nouvelles mesures pour les prochaines manifestations. Mais tout ceci n'est que de la manipulation. La police a déjà tous les moyens matériels et techniques de juguler la violence comme elle l'avait fait le jeudi 24 mars. Ainsi, lors des charges de CRS, les SPI (Section de Protection et d'Intervention) ont pour fonction de surgir et de cueillir les manifestants isolés et avancés. Les gants bleus que l'on voit sur les mains des CRS équipés de matières adhésives pour attraper les manifestants, les lacrymos à effet de souffle pour étourdir, l'emploi des civils en nombre grandissant sont aujourd'hui des moyens suffisants pour stopper toute violence.

Certes, elle peut encore perfectionner ses méthodes ; il est aussi possible d'envisager une cogestion entre les organisateurs des manifestations et la police (comme la CGT le fait déjà sur Paris), de faire accepter l'intervention de la police dans des parties du cortège (comme cela se fait en Allemagne) par les organisations syndicales. ✷

1500 INTERPELLATIONS

PARIS

Au total depuis le 10 mars, date de la première grande manifestation anti-CIP, 17 jeunes ont été incarcérés dont un mineur.

Les interpellations ont pourtant ratissé large : 324 manifestants ont été arrêtés le 31 mars, 338 le 25 mars, 216 le 17 mars, 43 le 10 mars. Soit un total de 920 personnes interpellées.

Parmi elles : 149 ont été poursuivies, 40 le 31 mars, 63 le 25 mars (sans compter 7 étrangers en situation irrégulière remis à la préfecture de police), 28 le 17 mars, et 10 le 10 mars. Comme si la répression s'exaspérait au fil des manifestations. Les infractions les plus généralement retenues sont outrage ou violence à agents, dégradation, vol, recel ou port d'arme. L'«arme» étant une notion très large qui va du canif au mousqueton en passant par tous les objets «pouvant servir» d'arme.

LYON

185 personnes ont été arrêtées, essentiellement au cours des manifestations du 28 au 31 mars. 100 ont été présentées à la justice. Deux affaires sont à l'instruction : l'une pour le casse d'une parfumerie, l'autre pour le pillage d'un magasin Lacoste. 47 mineurs ont été interpellés. 10 personnes sont en prison : 3 mineurs et 7 majeurs sous mandat de dépôt pour pillage et vol.

Tous les autres ont été remis en liberté, avec des rendez-vous judiciaires échelonnés sur un mois à partir de mardi. Le parquet a fait appel d'un jugement de trois mois avec sursis, un des seuls à avoir été jugé tout de suite, et de deux remises en liberté après des bris de vitrines.

NANTES

Le bilan des interpellations lors des soirées des 17, 21, 24 et 25 mars a été de 140 dont 70 gardes à vue. 18 personnes ont été condamnées en comparution immédiate. Les peines les plus lourdes sont de six mois fermes avec mandat de dépôt à l'audience, infligées à deux jeunes. Ces derniers, ainsi qu'une troisième personne condamnée à trois mois de prison ferme, possédaient un casier judiciaire avec des petites condamnations. Une vingtaine de procédures sont en cours.

BORDEAUX

Six jeunes manifestants interpellés le 17 avril comparaissaient le jeudi 7 avril devant le tribunal correctionnel. Tous pour «dégradation de chaussée» et trois d'entre eux pour «violence avec armes» (canettes et pavés).

Le détail des interpellations met à mal l'hypothèse des «casseurs banlieusards». En effet, en large majorité ce sont des lycéens et des étudiants qui se retrouvent arrêtés. Par contre, les condamnations, elles, sont bien un résumé de la société à deux vitesses et de la justice de classe. Les exclus (RMIstes, chômeurs, précaires) sont beaucoup plus lourdement condamnés que les étudiants et les lycéens, surtout s'ils n'ont aucun soutien extérieur (avocats et amis). ✷

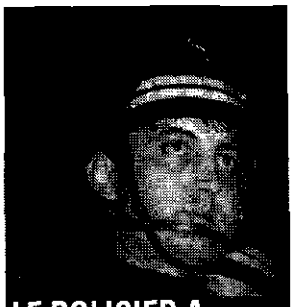
QUE FAIT LA POLICE ?
OBSERVATOIRE DES LIBERTÉS PUBLIQUES

S'il est un domaine d'information qui n'encombre pas les colonnes des journaux, c'est bien celui concernant les activités de la police, voire de la gendarmerie française. Sauf s'il s'agit de bavures graves, les Français ne sont pas jugés dignes de connaître les harcèlements au quotidien qui s'exercent contre toute une frange de la population de ce pays. Un comportement grossier, injurieux, méprisant, provocateur, raciste, brutal et enfin sexiste, c'est tout ce que l'on peut attendre d'un «gardien de la paix» dont la mission initiale est d'assurer la protection des personnes et des biens.

Le policier a toujours été l'élément indispensable d'une politique de rejet et d'exclusion permettant de masquer les difficultés économiques et sociales. La police est aujourd'hui le meilleur bouclier d'un système politique parmi les plus réactionnaires que la France ait connus depuis cinquante ans.

Il n'est pas possible d'assister sans réagir à cette délégation de pouvoir exorbitante dont chaque policier dispose désormais. Dressée aujourd'hui pour conduire la chasse aux immigrés, la police sera bientôt prête à brider l'ensemble des citoyens vivant en France. La volonté est nette d'inculquer à chacun de nous la peur de la police, ce qui doit permettre ensuite tous les abandons, toutes les lâchetés dans une société en crise.

Que fait la police ? se donne pour tâche initiale de recenser toutes les informations concernant les petites et les grandes exactions des policiers qui ont de plus en plus tendance à se considérer comme des justiciers. Tous les faits signalés par la presse de province, les témoignages visuels qui ne sont pas relatés par la presse écrite ou audiovisuelle, et qui nous seront communiqués, permettront de dresser un état des lieux permanent, document indispensable si l'on ne veut pas que les acquis de notre société démocratique soient rapidement annihilés. Notre silence, face à une mise en condition préparée depuis la constitution du gouvernement Balladur-Pasqua, ferait de nous tous les complices de cet État policier. ✷



LE POLICIER A TOUJOURS ÉTÉ L'ÉLÉMENT INDISPENSABLE D'UNE POLITIQUE DE REJET ET D'EXCLUSION PERMETTANT DE MASQUER LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.

Didier DAENINCKX, écrivain.
Hervé DELOUCHE, journaliste.
Gérard DELTEIL, écrivain.
Pierre DRACHLINE, écrivain.
Serge QUADRUPPANI, écrivain.
Maurice RAJSFUS, écrivain.
SINÉ, dessinateur.
Alexis VIOLET, journaliste.

CE N'EST QU'UN COMBAT CONTINUONS LE DÉBUT

L'exclusion qui touche de larges fractions de la jeunesse n'est que le signe extérieur d'une crise économique et sociale du système capitaliste qui multiplie les inégalités. Le retrait du CIP ne doit être qu'une des premières mobilisations pour lutter contre l'ensemble des mesures précaires : CES, SIVP, contrats de qualification, Intérim...

Étudiants, chômeurs, précaires, jeunes comme vieux, nous devons nous organiser pour obtenir le droit à un véritable revenu d'existence non lié à l'emploi, qui comprenne l'accès gratuit au logement, à la santé, à l'éducation, et non un RMI de misère... La production et l'économie doivent devenir des activités socialement utiles, au service des humains et non au service du profit et de quelques-uns. Il faut nous approprier les richesses créées et les partager, mettre en place de nouvelles solidarités entre le Nord et le Sud.

Le flicage au quotidien que nous subissons s'est matérialisé par des matraquages dont nous avons pu voir les images à la télé. Pasqua lâche ses troupes, Balladur l'applaudit. L'État autoritaire, sécuritaire et raciste donne satisfaction au Front national et devient le dernier rempart pour maintenir l'ordre social et économique. Solidaires des jeunes qui subissent la galère au quotidien, nous nous opposons à la création d'une nouvelle mesure pour les non-diplomés payé en-dessous du SMIC qui en ferait les nouveaux esclaves de la société libérale. Nous n'avons ni à négocier ni à cogérer avec les pouvoirs publics et patronaux l'exploitation et le système inégalitaire comme le font certains syndicats (voir l'UNEF-ID par exemple et sa proposition d'ANPE pour jeunes). Transformer radicalement nos vies et nos sociétés, en développant des comités indépendants autonomes des stratégies politiciennes qui depuis quinze ans nous mènent en bateau doit devenir un de nos objectifs.

RETRAIT DU CIP ET DE TOUS LES CONTRATS PRÉCAIRES
LIBÉRATION DE TOUS LES EMPRISONNÉS
AMNISTIE DE TOUS LES CONDAMNÉS
RETOUR IMMÉDIAT DE MOULOUD ET D'ABDEL HAKIM
ABROGATION DES LOIS RACISTES

REFLEX/SCALP-No Pasaran

LA DROITE EXTRÊME ET L'EXTRÊME DROITE VIS-À-VIS DU MOUVEMENT ANTI-CIP

A la différence de 1986 où ils avaient organisé plusieurs commandos pour faire évacuer les facs ou tout du moins pour chasser la vermine gauchiste, ils ont été cette fois-ci peu présents. L'UNI a distribué des tracts «Non à la chienlit» qui n'ont pas brillé par leur imagination, où ils dénonçaient les «manifestations incontrôlées qui se transforment en véritables émeutes, pillages, incendies des véhicules, destructions des commerces, blessés nombreux tant parmi les manifestants que dans les forces de l'ordre : voici le triste bilan des semaines d'agitation contre les CIP... Maintenant ça suffit !»

LE QUOTIDIEN DE PARIS DU 12 ET 13 MARS 1994.

Dans l'article du «journaliste» Stéphane Rak, intitulé «Enquête sur ceux qui les manipulent», on retrouve tous les fantasmes habituels.

«Si les casseurs de la manifestation de jeudi étaient essentiellement menés par des groupes d'extrême gauche et anarchistes, en revanche, les casseurs en banlieue sont, selon le secrétaire national de l'Union des syndicats catégoriels de la police, Stéphane Folcher, «manipulés par des groupes islamistes extérieurs armés et de plus en plus organisés, qui vivent d'une économie parallèle grâce à leurs réseaux de drogue, et qui profitent de ce que les jeunes sont en pleine exclusion sociale, en manque de valeur religieuse. Ils les sortent de la drogue et leur proposent comme idéal l'Islam. Une fois acquis à la cause, ils les entraînent aux arts martiaux dans des véritables opérations de guérilla urbaine». Sans rire !

LE FIGARO DU 2 ET 3 AVRIL 1994.

Faire peur au bon petit Français de «souche et de sang», telle semble être la devise du *Figaro*. Car si on n'attend pas grand-chose de ce quotidien de la réaction et du conservatisme, on pouvait penser tout du moins qu'à l'occasion du procès Touvier, il ne chercherait pas à trouver les coupables parmi les «ennemis de la nation», comme ce fut le cas vis-à-vis des Juifs il y a 50 ans... Pourtant, ce passage est éloquent de la haine qui agite la bourgeoisie vis-à-vis des pauvres et des non-nationaux :

«Ainsi jeudi 31 mars à une heure précise, les bandes se sont retrouvées à un endroit précis. Des bandes de 30 à 50 fantassins, qui allaient former une horde d'un millier de casseurs. Les consignes sont souvent donnés en arabe [...] Bandes structurées, organisées [...] elles n'obéissent pour le moment qu'à une seule loi : celle du plus fort. En déduisant par là que le gouvernement devrait comme le dirait le député Éric Raoult (Seine-St-Denis) faire plus de Pasqua et moins de Veil. Les pillards des banlieues risquent de revenir dans Paris, plus déterminés encore après tant de facilité [...] Un engrenage est mis en marche. S'il n'est pas maîtrisé il peut conduire aux émeutes raciales apparues à Los Angeles, en avril 1992 (plus de 50 morts). Les ingrédients sont, en effet, les mêmes : banlieues-ghettos, chômage, immigration non assimilée. Tétanisée jusqu'à présent par la mort de Malik Oussekine en 1986, la police doit assumer son rôle de maintien de l'ordre. Avec tous les risques que cela comporte.»

(Ivan Rioufol)

E. RAOULT

À la question : comment réagir face aux jeunes casseurs, celui-ci répond :

«Le moment est venu de s'adresser à leurs parents en jouant sur la corde sensible : le porte-monnaie. La manifestation s'est déroulée en pleine semaine, jeudi après-midi, jour où les mineurs avaient cours. Que faisaient-ils dans la rue ? Ils étaient de fait en rupture scolaire. Or le code des allocations familiales prévoit une suspension des aides dans le cas où les jeunes désertent l'école. Si nous appliquions cette disposition, les parents surveilleraient peut-être leurs enfants de plus près. C'était déjà une idée du maire de Chanteloup-les-Vignes, Pierre Cardo, de supprimer les allocations pour les parents étrangers qui laissaient leurs enfants dans la rue le soir.»

NATIONAL HEBDO DU 7 AU 13 AVRIL 1994

«L'agression directe contre les CRS ou gendarmes est toujours le fait de groupes d'extrême gauche, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Krivine étant pratiquement omniprésente, les autres formations trotskistes ayant aussi, bien entendu, leur place (on l'a vu à Nantes et à Lyon). Les anarchistes figurent également dans le lot des "anti-flics". Le Front national a bien entendu vu des *«bandes ethniques»* partout, le laxisme de l'État incapable d'assurer l'ordre, des drogués, et même des provocateurs qu'un lourd casier judiciaire transforme en objets dociles entre les mains de certains services «barbouzards, pour ne pas dire para-policiers, voire policiers»...

Si même le FN se met à dénoncer le rôle des forces de l'ordre dans les violences, où va-t-on ! ✱

ABONNEMENT

- REFLEX^es (6 numéros) Diffusion — ☐ 100 francs — ☐ 150 francs (soutien)
  ☐ 3 exemplaires 240 francs — ☐ 5 exemplaires 400 francs
- No Pasaran ! (10 numéros) — ☐ 50 francs — ☐ 100 francs (soutien)
- REFLEX^es + No Pasaran ! — ☐ 140 francs — ☐ 250 francs (soutien)
  (ajouter 20 francs pour l'international)
- Adhésion à l'association SCALP-REFLEX — ☐ 50 francs (précaire) — ☐ 100 francs
  ☐ et à partir de 150 francs en soutien

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Pays : Téléphone (facultatif) :
Chèque à l'ordre de REFLEX

ÉCRIRE À REFLEX
14, RUE DE NANTEUIL 75015 PARIS
ÉCRIVEZ-NOUS POUR DEMANDER UN CATALOGUE DU MATÉRIEL DISPONIBLE
(AUTOCOLLANTS, T-SHIRTS, BADGES, LIVRES...)